DÉFENSE
OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

317

Dans ce numéro :

N° 45

Prix : 120 fr. **Août-Septembre 1957**

SOMMAIRE



DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie française). — Le numéro : 120 fr. - Belgique : 15 fr. b (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.

Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : **Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5°**, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

IL EST DIFFICILE D'ÉCRIRE L'HISTOIRE

Quelle que soit la forme que prenne notre avenir, la réconciliation franco-allemande en est un élément essentiel. Que l'Europe se fasse ou ne se fasse pas, tout ce qui se passe actuellement dans le monde nous avertit que l'Allemagne et la France n'ont une chance de pouvoir défendre efficacement leurs intérêts qu'en unissant leurs efforts et en concertant leur politique. Sous la forme européenne ou sous une autre forme l'alliance franco-allemande est une des nécessités majeures de toute politique française indépendante.

Il ne faut pas se dissimuler, cependant, qu'un lourd procès existe entre nos deux nations. Il a pour origine en France la politique de haine de 1944-1949 et les mensonges et exagérations sur les atrocités allemandes répandus à profusion par la presse et la radio installées en 1944. Cette campagne de haine, bien qu'elle ne se poursuive aujourd'hui qu'en sourdine, a laissé des traces profondes dans l'opinion française et rien n'a été entrepris pour les effacer. Du côté allemand, la politique de vexations et d'arbitraire poursuivie pendant les années d'occupation à fait naître chez beaucoup d'allemands francophiles depuis de longues années un sentiment de répulsion et de mépris à l'égard de la France. Notre pays est certainement moins estimé en Allemagne qu'il ne l'était en 1939. Si beaucoup d'Allemands souhaitent encore une politique d'alliance franco-allemande, c'est par raison qu'ils le font dans la plupart des cas. Nous ne devons pas oublier que pour toute une partie de l'opinion mondiale, le nom de Français est, depuis 1945, celui d'un peuple lâche, vaniteux, sournois, paresseux, vantard et pour tout dire, assez méprisable.

Sur un point, en particulier, beaucoup d'Allemands nous gardent une sorte de rancune : c'est lorsqu'ils pensent à la manière dont les Français parlent de ce que fut chez eux l'occupation allemande. Presque tous ont été les témoins de cette occupation, la plupart y ont joué un rôle, en général modeste. Ils sont rentrés chez eux avec la conscience de s'être conduits *correctement* dans des circonstances souvent difficiles et, s'ils sont prêts à admettre qu'il y eut dans les derniers

mois certains excès, dont les Allemands ne portent pas seuls la responsabilité, leur conviction profonde est que l'armée allemande ne mérite pas pour l'ensemble de cette période, la condamnation portée contre elle par les organes officiels de l'opinion française.

Il serait certainement utile, pour l'avenir des relations franco-allemandes, qu'un effort fut fait pour présenter l'histoire de cette période avec une certaine impartialité. Malheureusement, sur ce point, le hasard aussi bien que la volonté sournoise de ne pas laisser percer la vérité, ont singulièrement compliqué la tâche des hommes de bonne volonté

Une des particularités de la dernière guerre est qu'elle fut une guerre politique et idéologique. La lutte contre une *idée* n'y joua pas moins de rôle que la lutte contre la puissance allemande. C'est ce qui explique que, pendant l'avance alliée la capture des documents fut considérée comme une affaire capitale. Des commandos spéciaux marchaient avec les troupes de première ligne pour s'emparer des archives et l'invasion s'accompagna d'une opération méthodique d'*aspiration* des documents et dans un deuxième temps d'une opération de triage et d'exploitation de tout ce qui avait été choisi.

Ce gigantesque tonnage de paperasses confisquées passa en partie sous le contrôle américain et en partie sous le contrôle russe. C'est une première source de difficultés pour l'historien. Tout ce qui, pour une raison ou pour une autre se trouvait entreposé dans la zone occupée par les troupes russes a disparu dans le gouffre sans fond des services de l'armée et de la police soviétique et il est impossible, actuellement, de songer soit à s'en servir, soit même à en connaître l'inventaire.

La seconde partie des archives, celle qui devint la propriété de l'armée américaine, ne fut guère moins cavalièrement traitée. Après un examen rapide, on s'attacha à en extraire tout ce qui pouvait *appuyer* l'accusation au Tribunal Militaire International de Nuremberg, c'est-à-dire, tout ce qui était de nature à *charger* les accusés ou, d'une façon générale, le peuple allemand. Le reste fut fort proprement enliassé et dirigé vers les caves de l'immense immeuble du Pentagone à Washington où il semble qu'on n'ait guère plus de chances de le consulter que dans les dépôts d'archives de Kiev ou de Moscou.

En fait, les renseignements dont on dispose sur cet énorme fonds américain sont peu nombreux. Une seule catégorie de documents a été triée et utilisée, ce sont les archives de la

Wilhelmstrasse concernant la politique étrangère de l'Allemagne avant et pendant la guerre. Un accord du 20 juin 1946 a décidé la publication en commun de ces documents par le Département d'Etat et le Foreign Office. Le gouvernement français a été ultérieurement associé à cette publication. Les documents ont été transportés en Angleterre en 1948, et la publication envisagée qui doit comprendre toute la période 1918-1945 est actuellement en cours, les derniers volumes parus abordant l'année 1940.

Si cette publication fait connaître réellement tous les documents de la Wilhelmstrasse et notamment ceux qui ont trait aux diverses occupations, les historiens auront à leur disposition un remarquable instrument de travail. Mais il est trop tôt actuellement pour savoir si cette publication remplira ces conditions. Il est probable au contraire que cette publication ne sera pas totale et se bornera à faire connaître les documents qui concernent exclusivement la politique étrangère du Reich, tout le dossier des « occupations » étant considéré comme un ensemble autonome qui serait exclu de ce travail.

En dehors de cette importante entreprise rien n'a été fait de sérieux pour faire connaître les pièces actuellement en possession des services américains. Il n'existe à notre connaissance qu'un catalogue intitulé *Guide to captured German documents* dû à Gehrard L. Weinberg, travaillant sous la direction de Fritz I. Epstein. Ce catalogue, publié en 1952, ne contient, semble-t-il, qu'une partie des archives américaines. Il en montre, toutefois la remarquable diversité, car elles concernent l'administration civile et militaire de presque toute l'Europe. Des analyses, nécessairement succinctes, de ce guide, retenons la mention de 200 documents de l'ambassade d'Allemagne à Paris et notamment les papiers de Zeitschel sur la question juive, celle des documents des bureaux de la Gestapo en France, celle du cabinet du Commandant militaire en France. Ces documents semblent peu accessibles au public. Ils ne peuvent être consultés qu'avec des autorisations spéciales des autorités militaires américaines.

Ainsi, de ce côté, peu de lumière à attendre que celle qu'on voudra bien nous octroyer et l'arbitraire le plus complet puisque les chercheurs doivent être agréés par les autorités américaines. Du côté russe, un *black-out* total qui n'est percé que de loin en loin par de rares publications, telles que celle qui fut faite pour montrer l'étendue des pourparlers d'accord entre la France, l'Angleterre et le IIIe Reich à la veille du pacte franco-soviétique.

Du côté français, la documentation est infiniment moins

riche mais elle a l'avantage d'être entièrement consacrée au problème des relations entre la France et l'Allemagne. Les autorités françaises ont disposé d'abord de toutes les archives du gouvernement de Vichy et elles ont obtenu d'autre part des gouvernements anglais et américain la communication d'une partie des documents relatifs à la France. Avec les mémoires qui ont été publiés, les procès qui ont été intentés aux principaux responsables de la politique française pendant cette époque, ce serait certainement une masse très suffisante pour écrire une histoire correcte de l'occupation allemande en France. Mais, comme il fallait s'y attendre, le soin essentiel du gouvernement français a été de confisquer soigneusement ces archives, de les rendre inaccessibles et d'en réserver l'accès à des historiens « sûrs ».

Le système employé pour *annihiler* ces archives a été d'autant plus adroit qu'il est en apparence parfaitement inattaquable. Le gouvernement français a tout simplement rassemblé toutes les archives qui étaient à sa disposition, les a utilisés en extrayant les documents qui chargaient soit les Allemands, soit les personnalités du régime de Vichy, puis, cette opération faite, les a intégralement virées aux Archives Nationales, où, selon une règle ancienne et fondamentale, mais, dans le cas présent, injuste et abusive, *nul ne peut en avoir communication avant cinquante ans révolus.*

Ainsi apparaît dans son ensemble tout le déroulement de l'opération. La calomnie existe, elle a été largement, puissamment diffusée. Mais les documents qui permettraient de rectifier les faits, de les éclairer, de les rendre compréhensibles sont, eux, inaccessibles. l'accusation s'est fait entendre : elle a eu ses archivistes, ses greffiers, ses milliers de taupes, occupés à déterrer et à marquer de rouge tout ce qui favorisait une certaine version des faits. Mais la défense, je veux dire une défense également armée ayant un dossier *intégral* à sa disposition et non celui qu'on a bien voulu *retrouver* ou *communiquer,* cette défense-là aura la parole dans un demi-siècle, si elle l'a...

Une partie, toutefois, de cette documentation a échappé aux Archives Nationales. C'est celle qui, par suite des circonstances, est devenue la propriété de la Haute-Cour de Justice. Cette institution, dont les règles sont moins rigoureusement définies que celles des Archives Nationales, aurait dû, en principe, se dessaisir de ses dossiers au profit de ces dernières, dès la clôture des affaires entreprises. Mais aussi bien pour des raisons pratiques qui ont pour origine le « chevauchement » des divers dossiers que pour des arrière-pensées faciles à recons-

tituer, une partie de cette documentation a été conservée et arbitrairement utilisée. C'est là l'origine des publications faites par feu Noguères en vertu d'une utilisation abusive de ses fonctions qui aurait valu de justes poursuites à tout autre qu'à cet indélicat personnage.

D'après des renseignements déjà anciens remontant aux années 1949 et 1950, les documents conservés soit aux Archives Nationales, soit à la Haute-Cour et dans les deux cas inaccessibles au public se distribuent ainsi. Les Archives Nationales possédaient à la fin de 1948 les archives de la Commission d'Armistice de Wiesbaden, les archives du Majestic, celles de la Propaganda staffel et celles du Devisenschutzkommando, en outre les archives des Ministères de l'Education nationale, de l'Intérieur, des Finances, de la Justice, de la Production Industrielle (incomplètes), du Travail et du Ravitaillement jusqu'en 1944. La Haute-Cour possédait la malle Pétain, ensemble de documents très importants qui a été dispersé au cours des différentes instructions, sans qu'aucune trace écrite en ait été gardée, et dont une partie a probablement été détournée par des tiers aux fins de publication ou de chantage : c'est à cette série qu'appartenaient les documents Ménétrel publiés irrégulièrement par le sieur Noguères ; les archives de l'Hôtel du Parc comprennent 61 caisses versées aux Archives Nationales, et 60 scellés dit « scellés Kern » du nom du Commissaire de police qui les constitua, lesquels se trouvaient en 1950 dans les locaux de la Haute-Cour ; les scellés dits de Montrouge comprenant les papiers personnels du Maréchal Pétain et ceux du Général Debeney, se trouvant en 1950 dans les locaux de la Haute-Cour, annexés à la procédure ; un fonds très important et très vaste comprenant toute la documentation de la Direction des Services d'Armistice, destinée au travail de la Commission de Wiesbaden, fonds capital pour l'histoire de l'occupation qui a été uni aux Archives Nationales sur l'ordre personnel du Général de Gaulle ; les papiers Barnaud concernant les relations économiques franco-allemandes qui ont été également versés aux Archives après *exploitation* ; des archives du Commissariat aux Questions juives ; des archives de ministères presque toutes transférées aux Archives ; des saisies et procédures communiquées ; enfin, comme archives allemandes, la serviette d'Abetz déposée au greffe du Tribunal militaire, 80 caisses de papiers du Majestic versées aux Archives Nationales, la correspondance entre la Wilhemstrasse et l'Ambassade allemande à Paris, ensemble très précieux pour l'histoire

de l'occupation, qui se trouvait en 1950 dans les locaux de la Haute-Cour.

Retenons qu'en principe tous les documents de la Haute-Cour doivent être versés finalement aux Archives Nationales où ils seront également *stérilisés* par la règle des cinquante ans. Notons enfin qu'outre les publications irrégulièrement faites sur le fonds « réservé » de la Haute-Cour, une exception a été faite à la règle des cinquante ans en faveur des comptes rendus de la Commission d'Armistice de Wiesbaden publiés en 3 volumes par un groupe de collaborateurs des Archives Nationales.

Enfin, deux particularités assez instructives signalent assez par elles-mêmes dans quel sens a été dirigé tout ce travail de défense et de préparation contre la vérité.

La première est la suivante. Malgré le caractère impératif et rigoureux du règlement des Archives Nationales qui s'oppose à la communication des documents d'histoire contemporaine avant cinquante ans, un organisme a pourtant bénéficié d'une exception. C'est le Centre de Documentation Israélite qui a été autorisé à prendre et conserver des photocopies de l'Institut d'Etudes des Questions Juives, du Commissariat aux Questions Juives du gouvernement français, de l'Ambassade d'Allemagne à Paris et de l'administration militaire allemande en France. En outre, des chercheurs délégués par le Centre ont été autorisés à se livrer à une étude rationnelle des archives du Tribunal international de Nuremberg avant leur transfer aux Etats-Unis. Voici l'exemple d'un fonds d'archives interdit au public et qui se trouve pourtant à la disposition d'un organisme purement privé qui peut l'utiliser comme il lui plaît pour tel ou tel objectif de sa propagande.

La seconde n'est pas moins singulière. Le conseiller Hammer, chargé à la Commission d'Armistice allemande de toutes les questions économiques et qui joua sous l'occupation un rôle occulte mais presque aussi important que celui de l'ambassadeur Abetz, était un des rares hommes à savoir où se trouvaient cachés en Forêt Noire les dossiers concernant la collaboration économique en France. Ces dossiers étaient précieux pour toutes les raisons qu'on peut imaginer. Ils étaient introuvables. Hammer avait été arrêté. Malgré la gravité extrême de son cas, on lui fit comprendre qu'il y avait peut-être un moyen de tout arranger. Après plusieurs mois de détention, Hammer parla. Il fut mis en liberté *provisoire* quelques jours plus tard et disparut aussitôt, de sorte qu'il ne put jamais être jugé. Les précieux dossiers furent retrouvés et ils sont aujourd'hui, non pas aux Archives Nationales, mais en possession d'un service

de police qui, naturellement, ne manqua pas d'en faire le meilleur usage dans l'intérêt des institutions républicaines.

On voit par là qu'il ne sera pas facile d'écrire l'histoire. Tout ce qui pourrait être un élément favorable à l'armée allemande ou simplement tout ce qui risque d'affaiblir les thèses officielles de 1945 a été rendu inaccessible. Seuls peuvent approcher les documents ceux qui sont *persona grata* auprès des bonzes actuels, c'est-à-dire les historiens et les écrivains dont le conformisme et la docilité ont été mis à l'épreuve. On a scellé d'une énorme pierre l'histoire des quatre années dramatiques dont on refuse de laisser voir le véritable visage. Les régimes actuels dans l'Europe dite démocratique, leur plus grand ennemi est la vérité. Qu'est-ce qu'une Europe fondée sur la haine et le mensonge ? Clio est prisonnière et baillonnée. Et leur secret espoir, c'est qu'elle se pende comme Antigone dans le caveau qu'on lui a préparé.

Maurice BARDÈCHE.

UN ENTRETIEN

avec

Jean - Marie LE PEN

Député de Paris

Le courage est décidément une bien curieuse chose. Il fait sentir son influence jusque sur la pensée elle-même. Nous nous faisions cette réflexion tout en bavardant avec Jean-Marie Le Pen. Tout le monde connaît le plus jeune député de l'Assemblée Nationale, bien peu de la maison, lieutenant des parachutistes de la Légion, ayant combattu en Indochine, s'étant engagé pour l'Algérie et maintenant revenu au combat politique. En face de lui et en disant cela, nous ne pensions pas tellement au courage moral ni même au courage intellectuel — que l'on rencontre encore quelques fois, quoique l'on dise, et qu'en tout cas tout le monde se flatte d'avoir. Mais nous pensions bel et bien au courage physique qui est beaucoup plus rare et que l'on se garde bien de revendiquer, à la rencontre avec le risque que l'on prend *sur sa peau*. Drieu avait raison : il y a là une rencontre avec l'objet qui fait que la pensée n'est plus ensuite tout-à-fait la même. Beaucoup feraient bien de réfléchir à cela et à l'expérience de soi que donne le courage. Jean-Marie Le Pen est jeune, il ignore bien des subtilités d'expression, en tout cas

il n'hésite pas, il est aussitôt sur ce qu'il veut dire qui est aussi ce qu'il veut faire. Il vit sa pensée et celle-ci en prend une réalité, une verdeur bien rafraîchissantes. Celui que l'on a parfois présenté comme un activiste pur et simple reste parfaitement maître de sa réflexion comme de son action. Il a dans celle-là la même liberté et la même souplesse que dans celle-ci.

Il nous reçoit dans un véritable P.C. d'opérations. Des jeunes gens arrivent, entrent et sortent, demandent des instructions. On téléphone, on parle de camions. Jean-Marie Le Pen règle à chaque instant quelque détail puis vient se rasseoir en reprenant au mot précis le fil de sa réflexion.

— Oui, nous partons dans deux jours avec nos caravanes.

— *Qu'est-ce au juste et comment l'idée de cette action vous est-elle venue ?*

— C'est bien simple. J'ai constaté que l'on ne faisait à peu près rien pour faire connaître au grand public ce qu'est la campagne de pacification en Algérie, ce qu'est l'Algérie elle-même, ce qu'il y a en réalité derrière les mots qui reviennent toujours sur ce thème et l'importance réelle que cela a pour la vie de chacun. Il y a sur tout cela — il faut dire le mot — une propagande à faire et une propagande de masse. Il y a bien l'U.S.R.A.F. de Jacques Soustelle, mais je ne crois guère à ses méthodes. Ils éditent un petit nombre de brochures luxueuses qu'ils adressent à quelques personnages importants. C'est bien mais je ne crois pas que ces gens se décident sur des brochures, même très bien faites. A viser dans ces zones, on ne rencontre que des esprits qui sont déjà un peu éclairés sur l'Algérie et le problème algérien. De plus, leurs installations sont lourdes et coûteuses, de sorte que la quantité d'argent immobilisé au départ est très importante par rapport à l'action réalisée.

Il y a également auprès de Lacoste à Alger un service chargé de la propagande. Ils ont sorti un gros dossier sur l'ensemble des réalisations françaises en Algérie qui a été remis à chaque délégué à l'O.N.U. avant le dernier débat. C'est très clair et très lisible. C'est très bien mais naturellement il s'agit d'une action limitée.

Non, je crois que ce qu'il faut c'est une propagande de masse. Il faut atteindre l'homme de la rue, lui rendre le problème présent, lui montrer que ce n'est pas une question que l'on règle à la sauvette, avec mauvaise conscience, mais qu'il convient de l'étaler au grand jour. Il faut s'adresser à l'homme que les tracts, les brochures, les moyens simples de propagande peuvent frapper, parce que cela pourra lui apprendre quelque chose sur l'Algérie. Il faut un minimum d'installations fixes et d'immobilisation de fonds — voyez nos bureaux ! — et un maximum de diffusion.

— *C'est pour cela que vous avez pensé aux caravanes ?*

— Oui, et pour autre chose. Cela doit frapper les esprits, et puis c'est l'époque des vacances où tous les Français éclatent aux quatre coins du paysage. Il fallait donc avoir le plus grand nombre de points possibles.

Voilà comment nous opérons. Quatre caravanes partent de Paris. Elles comprennent, chacune, 4 camions, 1 camionnette et un nombre illimité de voitures particulières et de motos. Chaque caravane tient ses réunions propres, chaque soir dans une ville différente. Mais elles se rencontrent, au cours du mois d'août, en huit points différents pour tenir huit grandes réunions communes. J'ai invité à prendre la parole à ces réunions tous ceux qui le désireraient, sauf les communistes bien entendu. Il ne s'agit pas d'une entreprise de parti, mais d'une entreprise pour l'Algérie, sur le plan national. Ainsi à Mers, par exemple, la réunion sera présidée par le maire socialiste. n

Nous emportons 15 tonnes de documents, tracts, affiches, livres blancs, films que nous distribuerons, collerons ou montrerons.

— *Avez-vous été aidés ?*

— Eh bien par l'aide bénévole d'abord de ceux qui ont mis sur pied tout cela et qui nous accompagneront. Certains viennent d'Alger. Nous avons reçu en outre une partie du maté riel de propagande. Pour l'argent, ce sont des demandes directes par lettres ou des souscriptions qui nous l'ont donné. Je dois dire qu'en général les *grosses affaires n'ont rien donné*, surtout pas celles qui font leur plus gros chiffre

d'affaires avec l'Algérie. Par contre une souscription de l'*Echo d'Alger* a donné deux millions environ en toutes petites sommes !

— En somme ce ne sont pas tellement les grands « féodaux » qui vous ont aidé !

— C'est aussi pour cela que je pense qu'il faut toucher l'homme de la rue. Et par des méthodes — j'allais dire de publicité — modernes. Nommez à New-York le Public Relations man de Martini et chargez-le de la propagande française. Vous verrez que le rendement changera ! Mais on s'obstine à penser en termes de la première moitié du siècle, alors que les perspectives ont totalement changé avec la seconde moitié.

— Sur un plan plus général, auquel je voulais maintenant parvenir, tirez-vous de cette dernière pensée des conséquences politiques ?

— Bien sûr. Mais je voudrais reprendre d'un peu plus haut. J'ai toujours eu du goût pour l'action publique parce que je me sentais en quelque sorte redevable de ce que j'avais reçu. J'ai fait mes études comme boursier, mais quand je menais un action syndicale étudiante, j'avais un peu le sentiment que je le devais à la communauté qui m'avait accordé une bourse. J'ai ensuite été dans un parti sur un accord très précis. Quand celui-ci a été rompu, je me suis considéré libre de tout engagement. Je suis parti en Algérie et, à la rentrée, je voudrais reprendre l'action pour un mouvement nouveau où les jeunes générations pourraient se reconnaître.

Voyez-vous je parlais l'autre jour avec un officier, personnage assez remarquable. Nous ne parvenions pas à nous entendre malgré une très réelle sympathie, nos langages et nos systèmes de références étaient trop différents. J'ai fini par le lui dire : « Vous avez appartenu à une armée qui, en 1939, était la plus forte armée du monde — ou du moins se disait-elle. Mais pour nous les choses ne sont plus tout-à-fait les mêmes. Nous appartenons à une armée vaincue et qui le sait ». L'armée française a été vaincue en 1940, a eu une fausse victoire en 1945, a été vaincue en Indochine en rase campagne. Cela change beaucoup les perspectives. D'autant plus qu'elle risque de l'être à nouveau demain en Algérie si on ne lui fournit pas le moyen idéologique de l'emporter.

Le monde a changé de visage. Cela ne veut pas dire qu'il faut tout abandonner. Cela veut dire qu'il faut changer de méthodes.

— *Mais pour l'Algérie ?*

— En Algérie, la démographie est celle d'un pays jeune. La natalité est considérable. Cela veut dire que la part que représente la jeunesse dans l'ensemble de la population est de plus en plus grande. Or que nous lui offrons-nous à cette jeunesse ? Entre Robin des Bois et Edouard Herriot, croyez-moi, le choix de la jeunesse est toujours fait d'avance. Mais ce n'est pas notre régime qui peut lui proposer quelque chose.

La démocratie sera toujours perdante. La démocratie est actuellement purement et simplement une *forme de suicide*. Puisque le communisme construit dans les failles inhérentes à la démocratie. Or c'est aussi une forme de pensée périmée. Non pas si on veut vaguement dire : le droit de tous à vivre; mais la théorie autour qui comme le marxisme, est caractéristique de l'époque du charbon. Cela commence à être une banalité, mais on toujours intérêt à le redire.

Il faut donc grouper tous ceux qui aspirent à des méthodes nouvelles. Il y en a beaucoup parmi les jeunes ouvriers comme parmi les jeunes qui rentrent d'Algérie.

Je connais de jeunes ouvriers qui sont devenus métallurgistes tout seuls. Ils gagnent convenablement leur vie. Mais ils savent que s'ils veulent progresser, ils doivent passer avant cinq ans dans l'électro-métallurgie, sinon ils seront bouchés dans leur branche et ainsi de suite. Voilà à mes yeux un type d'élite ouvrière consciente de la société moderne où elle vit et capable de se créer, avec les autres, un destin.

Nous pouvons peut-être opérer le regroupement, nous qui sommes trop jeunes pour avoir été marqués par les querelles qui ont divisé les Français.

Le Français comprend d'ailleurs bien tout cela. Voyez l'armée par exemple. On obtient tout du jeune soldat qui est courageux et sait se battre. On obtient tout — mais à une condition ! C'est que le chef marche cinq mètres devant ! Et c'est bien normal. L'embêtement c'est qu'il y ait de moins en moins de chefs pour consentir à marcher cinq mètres

devant. Surtout dans le domaine civil où s'est perdu ce principe pourtant bien simple : tout avantage n'est justifié que par une responsabilité réellement assumée.

Mais la mort de ce principe, qui profite à certains, en lèse d'autres. Il en sont vaguement conscients. Il faut les en rendre *complètement conscients.*

Car l'impuissance de nos principes et de nos institutions aboutit toujours à un vol. Dans l'ordre judiciaire également. Je vous dois dix millions. Vous savez que si vous plaidez, vous débourserez de l'argent et attendrez des années. Transigeons, je vous donne huit millions. Cela se fait couramment. Là encore l'impuissance aboutit à un vol.

Il faut rendre sensible à chacun que la mauvaise organisation des sociétés aboutit à un vol.

Par ce principe, on a déjà un bon fil conducteur pour la solution des problèmes. Le reste n'offre pas de difficultés majeures. L'étiquette qui me conviendrait le moins mal si je devait en choisir une serait celle de : socialisme national.

— *Pensez-vous qu'il y ait une action possible à mener au Parlement ?*

— Vous savez qu'ils sont moins malhonnêtes qu'on ne le dit souvent ! La plupart ne sont pas malhonnêtes mais ils n'ont pas le moindre caractère. La peur de s'engager, de se marquer, de déplaire les paralyse totalement.

J'ai déposé un projet de loi de lutte contre le Terrorisme. Il est évidemment rigoureux. Devinez à qui ils ont laissé le soin de le rapporter... au communiste Perron ! ! qui va bien entendu l'enterrer. Personne à la Commission de la Justice n'a voulu s'en charger.

Ceci dit, il peut y avoir des personnalités sur lesquelles on peut s'appuyer à l'occasion. Aucune révolution ne s'est faite sans complicité dans la place : actives ou passives, par sympathie pour des principes, ralliement opportuniste ou simple mollesse.

De plus même — et peut-être surtout — pour faire une révolution, il faut des *capacités.* La révolution faite ce soir, il faudrait demain un gouvernement. Nous pouvons poser les

principes dans le sens que j'indiquais, il reste des tâches techniques. Sous peine de rester enfantins ou malhonnêtes, il faut être prêt à les assumer. Il faut donc grouper des esprits autour de soi de façon assez large.

— Pensez-vous — c'est une question que certains de nos amis nous posent — qu'avec ce régime l'on ait une chance de conserver l'Algérie ?

— Je vous dirai d'abord que le régime peut changer avant qu'il ne soit trop tard. Il ne faut jamais achever les moribonds : on peut toujours trouver au dernier moment le remède qui les sauvera. Et puis c'est une question de volonté : il faut *tenir* parce que c'est là un élément de transformation de la morale politique. Evidemment on ne peut pas dire que le système actuel nous facilite la tâche, il nous la rend infiniment difficile. Mais enfin cela ne change pas le problème lui-même. Il y a des limites au delà desquelles on ne peut pas aller : une fois que l'on a reconnu cela, le problème est de se trouver les forces nécessaires pour tenir. La politique est une question de volonté. C'est à nous à prouver que l'on peut l'exercer dans ce domaine. Car en Algérie, il ne s'agit pas seulement de l'Algérie, il s'agit aussi du Sahara et des chances de libertés de la France.

Enfin à supposer même que là encore on soit battu, il resterait toujours ce que l'on peut faire sur ce fameux hexagone qui n'est pas rien. Or, pour même y tenter quelque chose ensuite, on ne le pourrait pas si l'on avait fait partie de ceux qui auraient prôné l'abandon ou y auraient consenti. Cela n'aurait aucun sens. C'est en refusant toujours la fatalité que l'on a le droit de demander un effort de transformation de son destin.

Bien sûr il est beau de refuser la fatalité quand on a encore une chance, autrement c'est de la sottise. Mais cette chance on l'a. Il faut vraiment avoir perdu toute vitalité, toute confiance en soi, toute raison d'être pour ne pas même imaginer une chance à son avenir.

Jean-Marie Le Pen nous a encore donné des détails sur les raisons de son attitude politique en face de problèmes concrets qui se sont posés à lui. Mais nous avons voulu rester sur le plan assez général des principes d'une action possible. Nous avons voulu montrer avec quel sérieux Jean-Marie Le Pen réfléchit sur les conditions de cette action et avec quelle sagesse il en reste, en attendant, à une action urgente sur laquelle un vaste accord peut se faire. Nous avons voulu montrer également comment le régime s'y prend pour jeter le discrédit — en les taxant avec un mépris souverain d'excitation activiste — ceux qui cherchent une issue et qui y prennent des risques.

(*Entretien recueilli par Bernard VORGE*).

L'heure de vérité nord-africaine

QUAND, péniblement, au prix de compromissions et de démarches indignes d'un grand pays, la France obtint à l'O. N. U., le 13 février dernier, un vote en sa faveur pour l'Algérie, tout le monde cria au « succès français ». Les diplomates sablèrent le champagne et la presse entonna le los de rigueur dans un pays qui n'a plus que des valets de plume dans les grands journaux.

Je fus un des rarissimes à publier un article intitulé : « Le succès » pour l'Algérie à l'O.N.U. est en réalité un échec français ». Quelques-uns ironisèrent. On n'aime guère les réalistes, les hommes qui ne se gargarisent ni de mots, ni d'illusions. Le moment approche où chacun va pouvoir situer où sont ceux qui ont vu clair.

En mai suivant, le secrétaire d'Etat américain, M. Foster Dulles raffraîchit la mémoire des Français. Il rappela au gouvernement français que les Etats-Unis avaient donné leur appui à la France sur la base du plan précis de M. Guy Mollet du 9 janvier 1957 (déclaration d'intention). Il ajouta : « **Il sera difficile pour le gouvernement américain d'opposer à la prochaine offensive afro-asiatique la même solidarité avec la France** » (si en septembre prochain, le plan n'a pas reçu un commencement d'exécution).

La presse, en général, ne fit pas de publicité à cet avertissement.

M. Guy Mollet fit-il, à l'insu de l'opinion française, des promesses qui rendent impatient le Gouvernement de Washington ?

D'après le plus grand quotidien canadien de langue française, **La Presse,** du 4 mars 1957, M. Guy Mollet déclara devant la télévision canadienne :

« ...Nous n'avons jamais demandé que les rebelles déposent leurs armes. Un cessez-le-feu est bilatéral. Il n'est pas question d'une reddition à notre merci.

« ...Les négociations pourraient porter soit sur l'union (avec la France), soit sur l'indépendance. Je ne crois pas que cela puisse créer la moindre difficulté. »

Nous devons donc admettre qu'il y a une politique algérienne à l'usage des Français et une autre qui n'ose pas dire son nom en public puisque M. Abderrahmane Farès, jadis très francophile président de l'Assemblée Algérienne, aujourd'hui de l'autre côté de la barricade, précisa dans une lettre reproduite par **Combat : « Je vous précise que l'exécutif mixte « à la Bao Daï » m'a été offert en juin 1956... »**, donc sous le gouvernement Guy Mollet, la « tunisification » de l'Algérie était déjà en marche.

M. Foster Dulles nous avertit que l'échéance approche.

***

A vrai dire, les choses vont mal en Tunisie et au Maroc.

En mai, d'importantes manifestations de chômeurs se sont déroulées en Tunisie (en particulier devant Dar el Bey et sur la route de Zaghouan) et la police tunisienne dut tirer. Des morts et des blessés.

Pour tenter de donner quelques satisfactions, le gouvernement de M. Bourguiba organisa une chasse aux Israélites sionistes de Tunisie. L'agence juive fut mise sous scellés et plusieurs arrestations de hautes personnalités juives s'ensuivirent (MM. Markuze, Cohen-Haf, Echberg, etc...).

Pendant ce temps, Radio-Tunis, remis aux autorités tunisiennes, reprenait la défense des rebelles algériens en des termes qui valent d'être notés en passant :

« *Bienheureux libéraux de France, nous sommes fiers de vous. Le F.L.N. est fier de voir des centaines de prêtres, d'hommes de lettres, d'hommes de science, se ranger de son côté. Votre attitude digne nous confirme dans la nôtre. Grâce à vous, l'heure de la victoire de l'Algérie indépendante approche. Le concours que vous nous apportez est un grand succès pour la révolution bénie du peuple algérien. C'est la preuve de la réussite du F.L.N.*

« *Le fait que nous n'hésitons pas à couper le nez, les oreilles et le reste de ceux qui ne veulent pas se joindre à nous, prouve la vigueur de notre foi dans la cause pour laquelle nous luttons.*

« *Le fait que vous, Français, n'employez pas les mêmes violences à l'égard de vos adversaires, prouve qu'au contraire, vous ne croyez pas à la justesse de votre cause.* Les assassinats et les mutilations que nous faisons sont la preuve de notre bonne conscience. *Vos hésitations à les réprimer sont la preuve de votre mauvaise conscience. Dans une guerre révolutionnaire, ceux qui ont bonne conscience doivent nécessairement l'emporter à la longue sur ceux qui ont mauvaise conscience.* »

Puis on apprit qu'un amiral américain s'était entretenu avec M. Bourguiba des « moyens de la défense de la Tunisie »... en dehors de la France et du... Pacte Atlantique.

A se demander la raison qui fait entretenir un corps expéditionnaire français en Tunisie puisque les fellaghas sont entraînés, armés, transportés par le gouvernement tunisien !

Situation identique au Maroc où le budget du Ministère du Travail est le tiers de celui de la liste civile du Sultan. Avec cette différence que le retour au régime féodal est à peu près achevé et que, malgré la présence de l'armée du Général Cogny, l'incohérence et la faiblesse françaises atteignent un degré qui ne peut qu'inciter les musulmans au mépris de la France.

Quand **L'Aulne** voulut débarquer un contingent de soldats français venant de Dakar, les syndicalistes de l'U.M.T. (affiliée à la panaméricaine C.I.S.L.) s'y opposèrent. Personne ne protesta, bien entendu, puisque le gouvernement Guy Mollet entraîne des militaires marocains à l'Ecole des parachutistes de Pau, alors que de Casa à Oujda, de Tanger à Marrakech, on ne parle que de la fameuse « Armée de Libération » qui ira bientôt au secours des frères algériens.

Mais il y a mieux (l'information est discrète en France !). La convention culturelle franco-marocaine prévoit que toutes les écoles construites par la France reviennent à l'Etat chérifien. Pour ses 400.000 ressortissants la France pourra en utiliser quelques-unes en attendant d'en construire d'autres (avec l'argent des contribuables français), mais qu'elle fasse vite ! C'est encore une décision signée par le gouvernement Mollet.

Le président Eisenhower attend la visite du Sultan du Maroc en novembre prochain après le rapport « enthousiaste » du vice-président des Etats-Unis, M. Nixon, qui effectua un voyage récent dans l'ancien protectorat. Certes, l'accord franco-marocain prévoyait que la politique étrangère des anciens protectorats devait être commune ou discutée avec la France ! Bah, on n'y pense plus ! Le Sultan a déjà confié ses représentations diplomatiques en Amérique latine, à Madrid. C'est ce que MM. Mollet et Pineau appelaient « l'indépendance dans l'interdépendance ». Pour le moment, seules les finances sont interdépendantes.

Les Berbères du Sud étaient favorables aux intrigues britanniques de la **Shell**. L'entourage du Sultan serait plutôt porté vers les pétroliers du Texas, la **Caltex**, par exemple. Simple hasard, après le voyage du vice-président Nixon, cinq fils du Glaoui furent arrêtés (ce qui pourrait permettre de faire tomber la considérable fortune de feu le Glaoui dans la cassette privée). Là, le Gouvernement français protesta (alors que ça ne le regardait pas) ! Car la **Shell** c'est aussi deux puissantes banques israélites internationales dont les sièges sont à Paris. Mais on ne proteste plus pour le capitaine Moureau ; on sait où il gît ; on attend vraisemblablement que son corps soit putréfié afin

que l'on ne puisse relever les tortures et mutilations dont il fut victime.

Dans un autre domaine on ne sait pas que, plus heureuse que la France, l'Espagne a obtenu, par le traité hispano-marocain du 7 avril 1956, une tutelle sur Ceuta et Melilla, l'enclave de l'Ifni devant réintégrer le Maroc. Jusqu'à présent l'Istiqlal soutenait Madrid, mais les esprits évoluent et si les traités sont signés, l'Espagne ne modifie guère son dispositif de sécurité. Ainsi, à Ifni, de sérieux accrochages se sont produits entre les Espagnols et l'**Armée de Libération marocaine** de Goulimine. Dans la zone nord, ancien Riff, l'Espagne a augmenté ses forces armées au lieu de les réduire ; elles seraient de 200.000 hommes. Alors, la grande amitié hispano-marocaine commence à tiédir au point que M. Ahmed Balafrej fut expédié d'urgence à Madrid.

Outre les menaces qui pèsent sur la peseta, l'Espagne redoute que l'intégration des Espagnols de la zone nord du Maroc ne pose un redoutable problème économique car le pouvoir d'achat varie du simple au double entre les deux pays qui manient la peseta. Notons encore que les groupes d'affaires espagnols (très puissants) sont divisés entre les associations avec les Américains et avec les Anglais. Des heurts assez violents se sont déjà produits entre capitalistes espagnols et américains, à Barcelone en particulier au sujet d'entreprises électriques. Bref, il ne semble pas que le trio hispano-américano-marocain soit aussi uni qu'on le pensait. La position de l'Espagne au Maroc peut déclencher un mouvement antioccidental plus étendu... à moins que le baume dollar apaise les appréhensions d'un côté et les colères de l'autre.

Ce désordre qui se généralise à l'Est et à l'Ouest de l'Algérie doit permettre d'aboutir dans un délai assez rapproché : 1°) à la déposition du Bey de Tunis et la création d'une république tunisienne avec la collaboration d'une armée tuniso-libyenne équipée par l'Egypte pour libérer l'Algérie ; 2°) à l'abdication du Sultan du Maroc après que celui-ci ait doté la zone tangéroise d'un statut spécial analogue à celui de Monaco. Il se peut que le Prince Moulay Hassan essaie alors de sauver la dynastie en prenant la tête de l'Armée de Libération pour l'Algérie, car le P.D.I. récolte les fruits du mécontentement général en faveur d'une république marocaine.

Qu'il s'agisse de la Tunisie ou du Maroc, les difficultés intérieures dues au pillage des deniers publics et à l'incapacité des arabes à s'organiser seront utilisées et canalisées pour une « croisade » contre la présence française en Algérie. Ces deux pays essaieront de se « refaire » sur le dos de la riche et prospère Algérie française.

L'échéance de septembre que nous rappelle M. Foster Dulles est donc grave. Elle peut être le signal de difficultés accentuées

puisque le temps joue pour les musulmans contre la France, malgré toutes les déclarations officielles. Trois ans en novembre prochain que la révolte algérienne (de 5 à 700 hommes au départ) a éclaté.

Sauf décision française, nous entrerons à la fin de cette année dans la phase cruciale avec l'intervention de l'O.N.U. Alors nous pèserons mieux l'erreur monumentale commise par MM. Mollet et Pineau en ne claquant pas les portes de l'O.N.U. quand la question algérienne — question intérieure — vint devant l'Assemblée.

Que ferons-nous si nous recevons des ordres de l'O.N.U. (comme pour Suez) et si M. Boulganine nous menace encore de représailles atomiques ?

Pierre FONTAINE.

L'IMBROGLIO DIPLOMATIQUE AMÉRICAIN

Au mois de décembre 1956, il courait à Londres une étrange rumeur : le Président Eisenhower était en mauvais termes avec M. Foster Dulles et un certain M. Herter (bien inconnu en Europe) allait lui succéder afin de chercher une entente directe avec la Russie.

D'après ces on-dit qui ont fait, en Angleterre, l'objet de publications diverses, le Président aurait conservé des illusions sur l'esprit de Genève : Boulganine et Krouchtchev auraient encore fait à ses yeux figures de chefs du parti de la paix. Il était prêt à leur déclarer que les pays satellites étant le bien de l'U.R.S.S., celle-ci pouvait en disposer à sa guise ; qu'un marché pouvait être conclu au sujet de Formose et de la Corée du Nord. Il pensait enfin que l'Inde était un pays avec lequel on pouvait très honorablement coopérer sans se soucier de la France et de la Grande-Bretagne ; qu'il fallait de moins en moins parler de force et se montrer toujours prêt au compromis. L'idée de guerre, rejetée, la politique américaine devait s'appuyer sur l'O.N.U., et l'O.T.A.N. pouvait être démantelée si les Soviets renonçaient au pacte de Varsovie.

Sans doute, les progressistes et neutralistes qui répandaient ces idées à Londres et à Washington se faisaient-ils quelques illusions sur le véritable esprit du Président Eisenhower, mais on ne saurait trop redouter les illusions créées par ses perpétuelles hésitations ; il les a lui-même encouragées en jetant sur le chemin de M. Foster Dulles M. Harold Stassen, ce ministre du Désarmement à l'O.N.U. qui, depuis plusieurs semaines, cause tant d'inquiétude en Occident avec ses négociations sur la limitation des armes atomiques.

Si, d'autre part, le Président Eisenhower ne s'était quelque peu laissé gagner au principe de la co-existence pacifique avec les Soviets, il n'aurait peut-être pas été si fâché contre la France et l'Angleterre, lors de l'attaque de Suez, et contre

les Hongrois lorsque ces derniers commirent l'indélicatesse de se révolter.

De fait l'expédition de Suez a échoué parce que les Etats-Unis l'ont contre-carrée sur tous les plans ; si la Hongrie a été complètement écrasée, c'est qu'en dépit des efforts du vice-président Nixon, ni le Président Eisenhower, ni M. Foster Dulles n'avaient la moindre envie de la secourir, de quelle que façon que ce fût.

On avouera que cette situation est confuse à souhait, mais de cette confusion qui tient au caractère des hommes responsables de la diplomatie américaine, on peut dégager deux tendances : la politique de « force » de M. Foster Dulles et la politique de désarmement de M. Harold Stassen.

La ligne de M. Harold Stassen est parfaitement nette ; nous verrons à quels dangers elle pourrait nous exposer. Celle de M. Foster Dulles est plus subtile et mérite une longue analyse. Travail délicat pour lequel nous avons, fort heureusement, un guide, l'ouvrage de John Robinson Beal : JOHN FOSTER DULLES, *à Biography* (1).

A la lecture des premières pages de ce livre nous sommes frappés par la constante de la carrière politique de M. Foster Dulles. Nous le savions déjà idéologue et prédicant, à l'exemple de beaucoup de ses compatriotes, imbu d'esprit juridique, comme la plupart des politiciens des pays occidentaux. Chez cet homme, infiniment respectable d'ailleurs dans le domaine de la vie privée, ces dispositions prennent tout leur relief lorsque l'on sait que, fils d'un pasteur presbytérien, il fut, sans attendre la fin de ses études de droit à l'Université de Princeton, secrétaire de la délégation chinoise à la conférence de la Paix de La Haye (1907). En 1919, à la demande du conseiller occulte le plus influent du Président Wilson, Bernard Baruch, il vint à Versailles, entra à la Commission des réparations et, dès ce moment-là, notre pays n'eut pas à se louer de ses abstractions juridiques qui le firent s'opposer à notre demande, pourtant légitime, de réparations.

Ce grand chrétien n'est, sans doute, pas franc-maçon, mais à trente ans, il s'imbibait de l'idéologie du Très Illustre F∴ Wilson et devait en rester marqué toute sa vie.

Cette idéologie, il l'afficha en 1941 lorsqu'il fit la critique de la fameuse Charte de l'Atlantique. Il la considérait comme une déclaration fort incomplète : « notre tâche, dit-il, est d'en faire une réalité bienfaisante. Cela signifie que nous uti-

---

(1) Harper and Brothers, New-York (préface de Thomas Dewey).

lisions notre pouvoir, non pour le perpétuer, mais pour créer, soutenir des institutions internationales tirant leur vitalité de la famille des nations tout entière et devant lesquelles, en fin de compte, nous nous effacerons. »

Demandant la réorganisation de l'Europe continentale, il proposait de placer toutes les colonies sous mandat international « suivant la conception originale de Woodrow Wilson qui a été pervertie à Versailles. » (1).

Des discours prononcés à cette occasion, M. Dulles tira douze principes qu'il exposa dans une brochure très largement répandue : *Six Pillars of Peace.*

L'anticolonialisme manifesté en 1941 resta son dada. Il le fait curieusement aller de pair avec sa politique « de force » à l'égard du communisme.

Il est remarquable que la doctrine de la simple résistance (*containment*) préconisée par Kennan (2) lui paraissait insuffisante. Après leur victoire électorale de 1952, les Républicains ne se déclaraient pas satisfaits, d'ailleurs, par une politique statique, il voulaient, moralement tout au moins, prendre l'offensive et « libérer » les satellites. Dulles n'entendait pas faire la guerre pour autant. Il se voulait pacifique, prêt à détecter toutes les causes possibles de guerre de façon à sauver la paix, mais, lors de la conférence de Berlin, il n'hésita pas à menacer les Russes de « représailles massives » s'ils n'étaient pas sages.

La seule occasion où cette politique de force trouva son application fut dans la défense de Formose ; encore ne la trouva-t-elle que sous la pression du sénateur Knowland et de l'amiral Radford, car, livrés à eux-mêmes, MM. Eisenhower et Dulles eussent probablement abandonné les îles Matsu et Quemoy à Mao-Tsé-Toung, rendant la défense de Formose très difficile sur le double plan stratégique et politique.

Lorsque le général Ely vint demander à M. Foster Dulles le secours de l'aviation américaine, pour sauver Dien-Bien-Phu, il ne fit pas preuve de plus de fermeté ; il se montra même sceptique sur l'efficacité de bombardements aériens, alors que les troupes américaines en détresse en Corée n'avaient été sauvées que de cette façon, et comme ni les politiciens français, ni les ministres anglais, ni les parlementaires américains ne témoignèrent beaucoup d'empressement

---

(1) John Robinson BEAL : op. cit., p. 91.
(2) George F. KENNAN : American Diplomacy (1900-1950). George Kennan était le grand théoricien du Parti démocrate. A la suite de la publication de son livre, le Président Truman l'avait nommé ambassadeur à Moscou.

à internationaliser le conflit, bien que le général Eisenhower et lui aient un moment craint que la chute de l'Indochine ne provoquât l'effondrement du système de défense anticommuniste du Sud-Est asiatique tout entier, il se contenta de réunir honnêtement et sans beaucoup de conviction les conférences qui étaient le plus susceptibles d'enterrer l'affaire, mais insista lourdement et à différentes reprises pour que la France « *se débarrasse de la tache colonialiste en prenant de nouvelles mesures en faveur de la complète indépendance du Vietnam, du Laos et du Cambodge* », rendant inutiles les énormes sacrifices que nous avions consentis pour la défense de ce territoire.

Par la suite, M. Foster Dulles n'en fut pas moins très sévère pour Mendès-France, ce qui était juste, et pour les Français en général, ce qui l'est moins.

Lorsqu'il déclara que les moyens de négocier dont disposait Mendès-France étaient nuls, il avait certainement raison. Si, ajoutait-il, Mendès n'avait pas systématiquement détruit le moral français, les troupes françaises auraient pu contenir les communistes chinois dans le Delta pendant un an. Il est encore vrai, mais à quoi bon, si des armes ne nous étaient livrées que pour hâter notre éviction du pays.

La légèreté avec laquelle Mendès-France a accepté les condition de Chou En Laï nous a paru insensée. M. Foster Dulles les trouve inespérées. Il explique la « générosité » chinoise par le désir qu'avait le monde communiste de ne pas heurter la « vanité » française (p. 212) au moment où il voulait obtenir la liquidation de la C.E.D. M. Dulles, prétend aussi que les communistes chinois redoutaient une réaction américaine s'ils se montraient trop exigeants et assure qu'il a mis Mendès dans le cas de revendiquer le 17e parallèle au lieu du 14e, comme base de négociations.

Tout cela est possible, mais il n'en est pas moins vrai que, pour des raisons différentes, tout le monde était d'accord pour nous écarter cette Indochine que nous avions arrosée de notre sang. Le panégyriste de M. Foster Dulles parle peut-être un peu vite (p. 239) de la « vénale administration coloniale française » pour critiquer notre appui à Bao-Daï et aux sectes caodaïstes ; il oublie de dire que cette faute, si c'en était une, a permis à l'administration américaine de se substituer à nous sans vergogne dans le Viet Nam sud. Gain fort intéressant sur le plan matériel, car le marché indochinois n'est pas négligeable, les fabricants de textiles français s'en sont aperçus depuis ; mais ce gain compense-t-il

la violation des promesses faites par les Républicains en 1952 de « refouler » le communisme ? Non seulement le communisme n'a pas été refoulé en Indochine, mais il a conquis un nouveau territoire, mis la main sur plusieurs millions d'hommes parce que M. Bidault n'avait pas osé satisfaire toute de suite et complètement les principes anticolonialistes de M. Foster Dulles.

Cet anticolonialisme, cet abandon des puissances qui constituent malgré tout le rempart le plus solide de la politique de « force » de M. Foster Dulles, nous allons, malheureusement, les retrouver, aggravés, dans l'affaire de Suez.

Nous ne disons pas que cette affaire ait été bien engagée, ni qu'elle était absolument opportune. Après lecture du livre de Serge et Merry Bromberger : *les secrets de l'expédition d'Egypte* (1), nous sommes persuadés que pour faire tomber Nasser et arrêter le trafic d'armes avec les rebelles d'Algérie, il aurait mieux valu pratiquer la politique de « non-intervention » (si efficamement utilisée en Espagne en 1936), fournir discrètement à Israël tous les avions et tous les pilotes nécessaires à son action (la protection de l'espace aérien d'Israël et le bombardement de l'aérodrome de Louqsor par des avions français camouflés, basés dans ce pays, montrent tout ce qu'on pouvait tirer de cette tactique). Nous aurions évité de nous lancer aveuglément dans une action trop spectaculaire avec un appui anglais incertain et le risque grave de provoquer de violentes réactions américaines et arabes.

Aujourd'hui, les Américains écrivent, et John Beal le premier, que la rapidité avec laquelle ils ont obtenu l'arrêt des hostilités sur le canal de Suez a beaucoup ajouté au prestige des Etats-Unis comme « chefs moraux de la lutte pour la paix ». C'est ne pas tenir compte du furieux développement de l'anti-américanisme qui s'est manifesté en France et en Angleterre, dangereuse rancœur dont les traces ne sont pas près de disparaître.

En réalité, MM. Eisenhower et Dulles ne pouvaient être surpris de la décision franco-anglaise. A Londres, dès la fin de juillet, M. Murphy avait compris la disposition d'esprit des gouvernements de Paris et de Whitehall ; dans la nuit du 30, il avait câblé à Washington que le risque de guerre était grave. M. Dulles avait tenté de calmer les esprits pendant la première conférence de Londres (16-23 août 1956).

(1) « Les quatre fils Aymond », éd., 39, rue Vaneau, Paris.

Comme il s'était bientôt rendu compte que son influence avait été superficielle, il avait fait lancer par Sir Anthony Eden l'idée d'une association des usagers du canal. Après deux mois de travail personnel et d'intrigues à l'O.N.U., il avait peut-être un vague espoir que les négocations allaient enfin commencer lorsqu'il apprit, le 29 octobre, la mobilisation d'Israël, puis, quelques heures plus tard, l'invasion du Sinaï. Le sous-secrétaire d'Etat Rountree avait assez d'éléments d'informations pour convaincre de mensonge l'ambassadeur Eban lorsque celui-ci lui assura au cours d'une visite, que la mobilisation d'Israël était purement défensive.

Depuis quelques jours déjà, M. Foster Dulles et ses adjoints avaient eu l'occasion de dire à Pineau et à Sir Anthony Eden qu'une attaque du canal serait un désastre pour la cause alliée : si elle échouait, elle grandirait le prestige de Nasser; de toutes façons, ce dernier, consacré martyr, verrait augmenter son emprise sur les masses arabes. Il aurait beau jeu de crier au colonialisme et de provoquer un alignement des Asiatiques sur l'U.R.S.S.

Le 29 octobre, lorsque M. Eisenhower apprit le mouvement de la flotte franco-anglaise en Méditerranée, il convoqua l'ambassadeur anglais Coulson et lui dit en termes peu diplomatiques que son pays menaçait la paix. M. Coulson, qui n'était au courant de rien, ne put que subir la mauvaise humeur du président. Dès le lendemain, Henry Cabot Lodge déclenchait le mécanisme de l'O.N.U. et, le surlendemain, 31, jour de l'attaque aérienne de l'Egypte par les Franco-anglais, M. Foster Dulles remettait au Président Eisenhower le texte du discours à prononcer devant la radio et la télévision.

Invoquant les grands principes du droit international consacrés par la S.D.N. et l'O.N.U., M. Dulles faisait dire à M. Eisenhower :

« Lors de tous les récents troubles du Moyen-Orient, des injustices ont, certes, été subies par toutes les nations intéressées. Mais je ne crois pas qu'un autre instrument d'injustice : la guerre, soit un remède à ces maux.

Il ne peut y avoir de paix sans loi. Il ne peut y avoir de loi si nous cherchons à invoquer un code de conduite internationale pour ceux auxquels nous nous opposons et un autre pour nos amis.

La société des nations a mis longtemps à trouver les moyens d'appliquer cette vérité. Mais le besoin passionné de paix manifesté par tous les peuples de la terre nous

contraint de hâter notre recherche d'instruments de justice nouveaux et plus efficaces.

La paix dont nous avons besoin et que nous recherchons signifie beaucoup plus que la simple absence de guerre. Elle signifie l'acceptation de la loi et le développement de la justice dans le monde entier.

Nous devons fermement nous en tenir aux principes qui nous guident dans cette recherche. Ce faisant, nous pourrons répondre aux espoirs de tous les hommes dans un monde où la paix règnera dans la vérité et la justice. » (1)

On discutera encore longtemps, c'est à craindre, de l'efficacité de la loi internationale, car le jour même où M. Foster Dulles faisait dire à son président qu'il ne devait pas y avoir deux codes, il agissait précisément comme s'ils existaient.

Tandis qu'il faisait la morale à la France et à l'Angleterre, il se produisait un événement qui soulevait une émotion intense en Europe : le soulèvement de la Hongrie. Le biographe de M. Foster Dulles passe comme chat sur braise sur ce gênant épisode. Il ne dit pas, parce qu'il ne peut pas le dire, que le ministre américain a flétri l'U.R.S.S. devant la conscience universelle. Il parait que tout ce que M. Dulles s'est demandé, c'est si la Voix de l'Amérique et la Radio de l'Europe libre n'avaient pas laissé aux Hongrois l'impression fâcheuse que s'ils se révoltaient, les forces américaines voleraient à leurs secours. Pour en avoir la conscience nette, il a fait faire une enquête officielle et a eu la satisfaction d'apprendre que si la Radio de l'Europe libre avait commis quelques imprudences personnelles, les émissions officielles avaient gardé la réserve désirée. Les Hongrois pouvaient donc mourir et M. Foster Dulles était libre de fulminer contre des alliés qu'au Congrès il déclarait les plus anciens, ceux en qui l'on pouvait avoir le plus de confiance. Il empêcha ces alliés si chers d'attaquer la flotte de Nasser à Alexandrie en plaçant deux contre-torpilleurs américains contre les petits bateaux égyptiens et fut indigné lorsque Français et Anglais répondirent par un veto à la demande de cessez-le-feu du Conseil de Sécurité. Son biographe qualifie « d'ignoble fiasco » un arrêt des hostilités qu'il attribue à l'échouage de quelques bateaux dans le canal.

En réalité, l'opération avorta parce que Sir Anthony Eden se laissa impressionner par M. Foster Dulles et que l'armée anglaise fut paralysée par un plan d'opérations beaucoup

(1) John Robinson BEAL : op cit, p. 281-2.

trop rigide et surveillé de beaucoup trop loin par un état-major qui n'avait pas quitté son bateau. Si les Français avaient été seuls, les Américains se seraient trouvés devant le fait accompli de l'occupation de Port-Saïd, El Kantara et Suez ; Nasser serait probablement tombé et M. Foster Dulles aurait eu en mains d'autres cartes que celles que lui a laissées l'intervention onusienne. Il n'aurait pas à s'inquiéter, aujourd'hui, de la venue de sous-marins soviétiques en Egypte.

Par suite de la carence anglaise, tout put se passer comme si un accord tacite de neutralisation mutuelle avait existé entre Soviétiques et Américains : les Russes n'envoyaient pas de volontaires ; Washington stoppait les Alliés. Le règlement définitif des questions du Moyen-Orient ne regardait que les deux grands.

Règlement difficile, car, devant Nasser perdu d'orgueil, MM. Eisenhover et Dulles ont été réduits à donner la vedette au roi Ibn Séoud sans diminuer pour autant les prétentions de l'Egyptien. Le Moyen-Orient restera longtemps un foyer d'intrigues que la précarité de la situation d'Israël viendra encore aggraver.

M. Foster Dulles se console, cependant en disant que les grands principes ont été respectés. Il n'était pas froissé parce que les ministres alliés avaient omis de le consulter avant de se lancer dans l'aventure. Connaissant son opinion, ils n'auraient, selon lui, jamais dû violer la Charte des Nations Unies et violer du même coup l'article I du Traité de l'Atlantique nord, qui interdisait le recours à la force. Afin de bien préciser sa pensée, il fait répéter par John Beal les mots qu'il a prononcés devant l'O.N.U. : tous les espoirs placés dans cette organisation, avait-il dit, se seraient évanouis si elle n'avait pu rester une barrière contre le retour de la guerre. Elle doit rester en mesure de faire comprendre à tous qu'elle est le « Début d'un monde ordonné ». Nous ne prétendons pas que des manifestations de désordre ne puissent se produire. Nous sommes aujourd'hui l'autorité constituée chargée de trouver la solution du désordre. Nous n'avons qu'un pouvoir de recommandation, mais « s'il reflète le jugement moral de la communauté mondiale », il influera sur la situation actuelle.

Le jugement de cette O.N.U. qui nous a déja fait tant de mal a failli rompre l'alliance Atlantique et M. Dulles l'a si bien senti qu'il a depuis cherché à réparer dans une certaine mesure les dégâts causés par son intransigeance dogmatique.

Nous aurons moins d'indulgence pour Harold Stassen que, sous l'influence des « internationalistes », le Président Eisenhower a chargé de diriger la politique du désarmement à l'O.N.U.

Le 22 avril, le jour où, à New-York, M. Dulles disait que la libération des peuples occupés par l'U.R.S.S. restait l'objectif final de sa politique, Stassen s'envolait pour la Géorgie annoncer au Président que l'U.R.S.S. manifestait le désir de s'entendre avec les Etats-Unis sur le désarmement.

A qui Harold Stassen fera-t-il croire à la sincérité de l'U.R.S.S. sinon à cette troupe malheureusement nombreuse, de neutralistes et d'employés de l'O.N.U. qui pèsent si lourdement sur les affaires du monde ? Il a suffi que le Président Eisenhower propose de limiter provisoirement l'inspection aérienne réciproque à l'Arctique pour qu'au cours d'une conférence de presse à Helsinki, Krouchtchev qualifie l'offre américaine de ridicule.

Dès que les intrigues de Strassen eurent pris quelque ampleur, une campagne mondiale fut orchestrée pour faire tomber des mains des Américains la seule arme qui sauve encore l'Occident de l'occupation russe : manifeste de « savants » allemands, appels de deux mille « savants » américains (que de savants !) et des Juifs soviétiques (1) contre les essais nucléaires, déclaration de Jules Moch, délégué français à l'O.N.U. (« arrêt de toute production de matières fissiles à des fins militaires »), pression des Travaillistes sur le gouvernement Mac Millan en faveur des propositions Zorine sur l'arrêt des expériences atomiques...

Fort heureusement, les propos inconsidérés de Stassen ont déjà causé quelques remous : le gouvernement français s'est tout de même ému à l'idée que personne en dehors de l'U.R.S.S., des Etats-Unis et de l'Angleterre ne pourrait disposer des seules armes qui comptent en 1957. M. Von Brentano a protesté qu'il ne saurait y avoir de zone d'armements limités sans l'accord de Bonn.

Devant cette levée de boucliers, M. Foster Dulles a déclaré qu'il n'y aurait pas de désarmement occidental sans garanties sérieuses des Soviets (10 juin) ; M. Eisenhower a manifesté un certain agacement devant la campagne des « savants libéraux » et reconnu qu'elle profitait surtout à la propagande communiste.

Alors sentant que l'heure des difficultés sonnait pour lui, Stassen décida de porter un grand coup.

(1) The Jewish Chronicle, 21 juin 1957, p. 15.

Le 20 juin, à Londres, il montra aux délégués russes une proposition américaine de désarmement avant qu'elle ait été discutée avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest. Ses instructions le lui interdisaient, cependant, d'une façon absolue et le sous-secrétaire d'Etat Herter lui avait, pourtant, confirmé par écrit l'interdiction qu'il lui avait notifiée oralement.

L'émotion chez les alliés fut considérable : pendant deux jours, le Département d'Etat dut répondre à toutes sortes de demandes d'éclaircissements : était-il vrai, notamment, que les Etats-Unis accepteraient de réduire leurs effectifs à 2.500.000 hommes d'abord, puis, en fin de compte, à 1.500.000 ? Les 2.500.000 hommes comprendraient-ils la police, la défense passive et autres forces de sécurité intérieure ? En quoi consistait au juste le système d'inspection de l'interdiction des expériences nucléaires ?...

Stassen fut convoqué à Washington afin de répondre de sa désobéissance aux ordres. Il se défendit en arguant qu'il avait voulu connaître la réaction profonde des Soviets. Explication qui ne satisfit personne et faillit provoquer sa disgrâce. S'il reste, c'est que les Américains redoutent d'entendre les Soviets clamer dans le monde entier que leur gouvernement n'a au fond jamais envisagé sérieusement de désarmer. Pour défendre leur bonne foi, ils laissent ces dangereuses négociations continuer et ont seulement adjoint à Stassen un homme de confiance, Julius Holmes, diplomate de carrière éprouvé (1), afin qu'il l'empêche de se livrer à des imprudences dont le monde entier risquerait de faire les frais.

Georges OLLIVIER.

(1) New-York Herald Tribune, 21 juin 1957.

Tour d'horizon britannique

On rentre d'Amérique avec la vision, inoubliable, de larges horizons et de possibilités infinies, l'esprit obsédé par les immenses espaces et une liberté de mouvement incroyable. Quand on songe que le Texas, à la superficie plus étendue que celle de la France, de la Belgique, du Danemark, de la Hollande réunis, n'a que huit millions et demi d'habitants et n'en comptera que douze millions en 1975 ! Et le Texas, cet « empire à l'intérieur d'une république », comme on dit à Dallas, est probablement plus riche, plus puissant que tous ces pays d'Europe ensemble...

Dès Harwich, dont la coquette physionomie disparaît sous la grisaille et le morne ennui des usines proches, dès la gare de Liverpool street à Londres qui doit battre de loin le record de la noirceur intolérable et du dégoût de vivre, on retrouve, venant d'Amérique, une Grande-Bretagne surpeuplée, étriquée, encombrée, d'une moyenne médiocre et d'une médiocrité moyenne, lente à se mouvoir, paralysée par l'abus des traditions poussiéreuses, par les restrictions résultant d'une guerre inutile et de six ans de dictature socialo-syndicale, une Grande-Bretagne dont la décadence, réelle, palpable, n'est pas encore ouvertement manifeste, mais qui déjà apparaît au travers de la vie quotidienne. Cette Grande-Bretagne, somnolente, assoupie, vivote au jour le jour ; elle est toujours honnête chez elle sans doute, mais son enthousiasme, sa vigueur, sa vitalité l'ont abandonnée. En flânant autour de Piccadilly, on receuille l'impression d'un pays au crépuscule final de sa grandeur.

Sir Anthony Eden était rentré de son séjour en Océanie quelques jours après que nous ayions nous-même regagné les bords de la Tamise. L'ancien dandy de la S.d.N., qui n'est plus que le failli de Port-Saïd, cultive aujourd'hui en paix son jardin de Broad Chalk, dans le Wiltshire. Il n'a pas été reçu par les Londoniens à coups de tomates pourries, ayant évité de parader dans les rues de la capitale et le prix de la tomate ne permettant d'ailleurs pas le gaspillage. Au contraire, des journaux enregistrant la décision d'Eden de se retirer définitivement de

la vie politique — encore qu'il soit question, après Atlee, de lui accorder une place à la Chambre des Lords —, émirent de singuliers regrets sur un départ que tout Anglais sain de corps et d'esprit devrait normalement considérer comme une bonne chose.

En effet, en dépit de son passage plus qu'éphémère à Downing street, Eden coûta cher au peuple anglais. La note de Suez reste à payer. Gamal Abdel Nasser a profité d'une émission de la télévision commerciale britannique pour dire, l'autre jour, que tout allait bien s'arranger, qu'il regrettait cette période maintenant révolue de mauvaises relations entre Londres et Le Caire, et ainsi de suite. N'empêche que la Grande-Bretagne a pratiquement perdu pied au Moyen-Orient et que son influence traditionnelle s'est évanouie. Washington a pris la relève. Sans doute l'expédition d'Egypte ne provoqua-t-elle pas seule la chute des Britanniques dans cette partie du monde. Mais elle la couronna, l'acheva, asséna le coup de grâce.

Il est encore un peu tôt pour juger sérieusement le premier ministre Macmillan et la politique qu'il entend suivre. En tous les cas, personne ne s'attend à des merveilles. On a vu que le cabinet Macmillan vient de décider de reprendre les relations commerciales avec la Chine rouge. L'anticommunisme des conservateurs anglais n'est donc guère que de façade ; on le savait depuis longtemps, puisque Churchill fut à Yalta et qu'Eden invita à Londres Khrouchtchev et Boulganine — précédés par l'odieux Serov —, et on le constate une fois de plus aujourd'hui.. Pour chercher à dépanner financièrement son pays, tous les moyens semblent bons à M. Macmillan : la qualité, l'honnêteté, le casier judiciaire du client importent peu aux industriels de Coventry, Birmingham et Manchester. Que les produits que va vendre de nouveau la Grande-Bretagne au régime de Pékin soient qualifiés « non stratégiques » importe peu : ils n'en contribueront pas moins, d'une manière ou d'une autre, à renforcer la Chine communiste. Pratiquement, certes, la décision britannique ne change pas grand-chose : depuis longtemps sévissait via Hong-Kong une contrebande éhontée qui fut, dans le passé, souvent dénoncée par le regretté McCarthy.

On constate au surplus que, pas plus aujourd'hui qu'hier, le gouvernement britannique ne possède de véritable doctrine politique. Ces hommes d'affaires qui composent le cabinet Macmillan sont surtout des opportunistes. L'indépendance à l'égard de Washington dont se targua la presse de lord Beaverbrook — dans laquelle le tourisme en U.R.S.S. devient très recommandé — lorsque Thorneycroft annonça la décision bri-

tannique de reprendre le commerce avec Mao, n'est qu'un opportunisme de plus. C'est parce que, à la conférences des Bermudes, Eisenhower agréa justement une demande dans ce sens présentée par Macmillan — en échange de la très prochaine « libération » de Chypre — que cette décision put être prise. Si demain, pour sauver le pays de l'inflation ou maintenir le plein-emploi, l'hôte de Downing street ou ses collègues de White-hall estiment qu'il faut s'allier avec Moscou, inviter Nasser à Buckingham Palace ou plus simplement saboter la fédération européenne et mettre des bâtons dans les roues déjà cahotantes de l'O.T.A.N., ils le feront. Une nouvelle preuve de cet opportunisme a été fournie voici quelque temps par David Eccles lors d'un dîner à la Chambre de commerce britannique en France. Alors qu'on parle toujours davantage d'une étroite association de l'Angleterre et du continent, le président du « Board of Trade » lançait entre la poire et le fromage : « Si l'Angleterre doit choisir entre l'Europe et le Commonwealth, elle choisira le Commonwealth ! » Macmillan a d'ailleurs souvent répété la même chose. Et l'on sait que le pandit Nehru, qui est un adversaire de l'Occident, s'oppose de tout son poids à ce que la Grande-Bretagne participe au marché commun : il l'a fait sentir à l'occasion de la dernière réunion des premiers ministres du Commonwealth à Londres.

⁂

Présentement le gouvernement Macmillan jouit d'une assez médiocre popularité dans l'opinion. Les conservateurs essuyèrent, non pas des défaites, mais de très nets échecs dans une douzaine d'élections partielles qui se déroulèrent depuis la chute d'Eden. Il ne s'agissait d'ailleurs pas à proprement parler de victoires socialistes. Il s'agissait et il s'agit toujours que les électeurs votant traditionnellement à droite ne trouvent plus leur compte dans la politique tory. Economiquement, la situation du pays demeure précaire. Le spectre de l'inflation continue à peser sur la vie nationale. Et ce cabinet soit disant conservateur, donc anti-socialiste, apparaît vouloir recourir une fois de plus à des tactiques travaillistes pour pallier — provisoirement — le mal : restriction nouvelle du crédit, réduction des importations, et ainsi de suite. Il est aussi question de diminuer les dépenses gouvernementales, ce qui est assez ironique si l'on songe que ces messieurs de Westminster viennent de se voter une nouvelle augmentation de salaire !

Dans un discours prononcé à Stockton, Macmillan n'a pas

caché que les Britanniques vivent au-dessus de leurs moyens. La productivité, l'efficacité et probablement aussi la qualité des industries britanniques sont insuffisantes. L'Anglais est un travailleur paresseux. Il est vrai que la puissante dictature syndicale interdit présentement tout réveil énergique de la nation. Le premier ministre a précisé : « Nous devrions éviter de nous payer plus que ce que nous gagnons. Depuis 1945 nous avons produit — marchandises et services — 30 % de plus qu'auparavant mais, dans le même temps, nous nous sommes accordé 90 % de plus en salaires ». Les députés du Parlement ne donnent en tout cas pas le bon exemple.

C'est au gouvernement, évidemment, d'agir. Il ne suffit pas de dénoncer le mal, il faut définir les remèdes et les lui appliquer. Mais on doute sérieusement que le présent cabinet, déjà en perte de vitesse dans l'opinion, soit assez audacieux et résolu pour appliquer à un pays en pleine léthargie des mesures salvatrices au premier chef extrêmement impopulaires. On en doute d'autant plus que la politique du gouvernement est caractérisée par l'opportunisme et faite d'expédients, comme le montre, par exemple, la réouverture du commerce avec le régime totalitaire et communiste de Pékin.

***

Outre-mer, la situation n'est pas moins précaire. L' « Empire Day », la Journée de l'Empire, passa pratiquement inaperçue cette année. Les sempiternelles redites vaniteuses du Daily Express et un discours falot du premier ministre devant quelques dames d'âge réunies à l'Albert Hall furent seuls à commémorer l'anniversaire de ce qui a été avant 1939 le plus grand empire de la terre.

Qu'en reste-t-il, en effet, aujourd'hui ? Les plus belles provinces de l'empire de Victoria chanté par Kipling se sont évanouies à jamais. L'Inde de MM. Nehru et Krishna Menon, ces paladins de la conscience universelle et de l'anti-colonialisme, est à deux pas de la ruine. Le coûteux plan quinquennal indien, plus doctrinaire que réaliste, plus marxiste que national, a mangé les dernières roupies de l'Etat à tel point que le pandit, pour ne pas faire trop violemment contraste, a décidé de troquer sa Cadillac contre un vélo-moteur. Il faut croire que l'agression au Cachemire ne paie pas, ni l'alliance avec Tito et Nasser, ni le double jeu, ni le flirt avec les tyrans du Kremlin. Ceylan, d'autre part, dont la fortune et les richesses furent entièrement découvertes et développées par des descendants de

Drake et de Raleigh qui avaient une autre énergie, un autre dynamisme que les sujets actuels d'Elisabeth II, Ceylan est ravagée par les conflits raciaux car la minorité Tamil résiste à l'oppression du régime socialo-communiste de Bandaranaike. A Accra, la capitale de l'Etat analphabète, polygame et socialiste de Ghana — l'ancienne Côte de l'Or — le bolchevisme accomplit d'importants progrès, et ce n'est certes pas le premier ministre, Nkrumah, qui y mettra un frein, puisqu'il se propose de suivre une politique neutraliste et de bonne entente avec les Soviets.

Mais la situation ne vaut pas toujours mieux dans les derniers territoires britanniques à statut colonial. Certes, les terroristes cypriotes de l'EOKA font moins parler d'eux ; une sorte d'armistice est intervenu à Nicosie. C'est que Chypre doit incessamment être abandonné par la Grande-Bretagne, encore que le Colonial Office de Londres n'ait pas définitivement choisi une solution qui satisfasse Athènes, Ankara — qui refuse que la minorité turque de l'île passe sous la coupe des Grecs — et l'O.T.A.N. Depuis le retrait britannique de Suez, Nicosie sert de base et de quartier général aux Anglais dans le Moyen-Orient ; dès que l'abandon de Chypre interviendra, et même avant, cette base et ce quartier général seront transférés à Kahawa, près de Nairobi, et à Mombasa au Kenya. Le Kenya est débarrassé de ses bandes de Mau-Mau, mais une récente dépêche nous apprend qu'il y règne présentement un « calme insolite », pareil à celui qui précéda le féroce et bestial soulèvement de 1952. En Guyane, l'agitation communiste du parti de « l'indépendance populaire » animé par une créature de Nehru, le Dr Jagan, n'a nullement perdu de sa vigueur. Enfin le Nigeria, auquel Londres, qui démissionne définitivement de sa mission de civilisateur blanc, va bientôt accorder une Constitution, donc l'indépendance, risque à ce moment-là de se morceler en une poussière de petits Etats-tribus jaloux et rivaux.

⁂

Si le gouvernement Macmillan, comme ses prédecesseurs depuis 1939, n'est pas à même d'assurer favorablement le sort du peuple anglais, on imagine bien qu'il ne saurait se montrer plus constructif et intelligent à l'extérieur. Aussi le gigantesque mouvement de démembrement du plus grand empire créé par des Européens depuis Jules César, démembrement que laissait prévoir la catastrophe de septembre 39 mais qui fut réellement mis en mouvement par les socialistes dès 1945, n'a-t-il pas de

raison de ne pas se poursuivre implacablement. Il n'y a qu'en Irlande du Nord, c'est-à-dire où il a précisément le moins de droits de rester et de se maintenir, que Londres se cramponne avec un énergie désespérée. Il est vrai que MM. Staline et Roosevelt hier, MM. Nehru et Khrouchtchev aujourd'hui, ne se sont jamais intéressés au sort des Irlandais qui peuplent les six comtés de l'Ulster rattachés au Royaume-Uni.

Il est vrai au surplus qu'un régime socialiste précipiterait encore la liquidation des tout derniers restes de l'empire britannique. Transport House, siège du Labour, vient de publier un rapport de politique « coloniale » qui prévoit, si d'aventure MM. Bevan et Gaitskell reviennent à Downing street et Whitehall, la « libération » immédiate de trente-trois dépendances de la Couronne, des îles Fidji à Gibraltar, de Malte à Sierra-Léone, en passant par la Guyane et le Bechuanaland. Pendant que Gaitskell dansait le « rock 'n' roll » au Town hall de St. Pancras et prêchait la bonne parole social-démocrate aux Américains lors d'une récente tournée de conférences, son rival Aneurin Bevan a marqué de nouveaux points. Il est Foreign secretary dans ce qu'on appelle le « cabinet fantôme » travailliste, c'est-à-dire l'embryon de gouvernement du Labour dans l'opposition ; une victoire socialiste amènerait tout droit ce « cabinet fantôme » dans l'avenue des ministères, et Bevan, alors, tiendrait les affaires étrangères de la nation en mains. On n'ignore pas que ce Gallois exacerbé, qui doit se rendre à Moscou dans le courant de l'été, milite en faveur d'un rapprochement prosoviétique. Toutes ces déclarations, tous ses articles de « Tribune », le confirment abondamment.

Quant aux libéraux, ils flirtent de plus en plus à gauche. Le **News Chronicle,** qui est l'organe semi-officiel du parti de Joseph Grimond, ne manifeste son libéralisme qu'en faveur des gens de gauche, persécutés parce qu'ils trahissent, ou des peuples « coloniaux » qu'oppriment ces sauvages d'Européens. On a pu lire, par exemple, dans un éditorial récent les lignes que voici : « De grandes bouffées d'illibéralisme soufflent sur certaines parties du monde. A Chypre, en Algérie, en Union sud-africaine, même dans le cas d'Arthur Miller poursuivi par une Cour américaine, il est possible de suivre le fil, rouge comme du sang, qui conduit à la longue à l'étouffement de la liberté ». L'illibéralisme de Kadar, de Gomulka, de Tito, de Bandanaraike, de Nehru, de Soekarno importe peu aux têtes d'épincle du **News Chronicle.** Et pas plus celui des tueurs du Kremlin. Par contre, le mari ex-communiste de Marilyn Monroe poursuivi par la justice américaine pour avoir refusé de ré-

véler les noms des communistes, ses anciens complices, avec lesquels il complotait jadis, est très nettement un cas de conscience universelle... Tout s'explique lorsqu'on sait que le **News Chronicle**, qui bat de l'aile, avait ouvert des négociations — suspendues depuis — en vue d'une fusion avec l'organe socialiste **Daily Herald** qui, si son nombre de pages est plus élevé que **Le Populaire** dont la maigreur doit être unique dans les annales de la presse contemporaine, ne vaut pas mieux, ni par le fond, ni par la forme, que son confrère de Paris.

Pour compléter ce bref tour d'horizon britannique, il resterait à parler, pour être objectif, de deux très sympathiques mouvements, celui de Mosley que l'on connaît bien et qui demeure actif en dépit des difficultés qu'il rencontre de la part des pouvoirs officiels, et celui dirigé par l'excellent journaliste A.K. Chesterton, qui se nomme « Ligue des loyalistes de l'empire », qu'appuient certaines éminentes personnalités, doué d'une combativité rare de l'autre côté de la Manche, et dont l'organe hebdomadaire « Candour » est fort bien fait. Ce sera l'objet d'un futur article.

Pierre HOFSTETTER.

CHRONIQUE DU MOIS

Un grand pas vers l'Union européenne

L'importante majorité qui s'est prononcée au Parlement pour la ratification des traités créant le marché commun et l'Euratome témoigne des progrès considérables faits par l'idée européenne dans l'opinion française.

Il est en effet frappant de constater que l'adhésion de la France à la Communauté économique européenne n'a en général rencontré qu'une opposition très faible dans les milieux industriels et agricoles. Les organisations professionnelles les plus représentatives de ces milieux avaient, il y a quelques mois déjà, sous réserve de certaines critiques et suggestions dont il a d'ailleurs été assez largement tenu compte dans la phase finale des négociations, adopté une attitude favorable à l'égard du marché commun.

Dans les syndicats, à l'exception de la C.G.T. dont l'hostilité s'explique par sa subordination au parti communiste et n'a donc aucune signification, les réactions ont été en général positives qu'il s'agisse de Force Ouvrière où M. Raymond Le Bourre a toujours été un partisan résolu de la politique « européenne », de la C.F.T.C., ou de la C.G.C.

Cet assentiment des organisations patronales et ouvrières explique sans doute la faiblesse innatendue de l'opposition parlementaire.

Celle-ci, en effet, en dehors des 150 députés communistes dont l'opposition acharnée à la politique « européenne » montre à quel point l'U.R.S.S. considère l'Europe unie comme le principal obstacle à sa politique impérialiste, s'est trouvée réduite, du fait du vote favorable de la quasi totalité des modérés, en partie déterminé par l'attitude des milieux d'affaires et du C.N.P.F., à 80 voix, essentiellement fournies par les radicaux mendésistes, les gaullistes et les poujadistes.

L'hostilité confirmée de ces derniers à la politique « européenne » est un fait que nous constatons ici avec le plus vif regret. Elle ne pourra en effet qu'aggraver, chez tous ceux qui, dans l'opposition nationale, considèrent comme primordiale la contruction d'une Europe fondée sur la réconciliation et l'alliance intime de la France et de l'Allemagne, la désaffection, qu'ils éprouvent maintenant pour un mouvement qui s'était déjà opposé au règlement honorable de la question sarroise et qui

s'est en outre usé dans une opposition confuse et finalement stérile.

Venant après l'approbation, à une large majorité, des accords qui ont rendu, comme nous l'avons toujours demandé ici, la Sarre à l'Allemagne, le vote émis par le Parlement confirme le désir profond de la plupart des Français de créer les conditions d'une entente durable avec l'Allemagne et de travailler avec elle à la création d'une communauté européenne qui permettra aux vieilles nations de l'Occident de reconquérir ensemble leur indépendance et leur grandeur.

C'est pourquoi nous saluons ici le 9 juillet 1957 comme la date sans doute la plus importante de l'histoire française d'après guerre et la décision qui a été prise ce jour-là comme la plus intelligente qu'aient prise depuis longtemps les responsables de notre politique.

Certes des critiques peuvent être formulées contre le traité créant le marché commun en raison de certaines de ses modalités ou de ses lacunes. Par souci d'informer honnêtement nos lecteurs nous avons, dans notre précédent numéro, exposé avec la plus grande objectivité, celles qui nous paraissaient justifiées. Il est certain, par exemple, que le traité est plus précis dans ses clauses concernant l'union douanière, inspirées par le libéralisme le plus classique, que dans celles consacrées à l'harmonisation des politiques nationales en matière financière et sociale et à la définition de la politique économique de la future communautt. Or c'est là précisément l'aspect proprement « européen » du marché commun qui ne présenterait qu'un intérêt médiocre et beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages, du point de vue national, s'il devait n'être qu'une simple union douanière et il est très regrettable que cet aspect reste si imprécis dans le traité.

On peut aussi faire des réserves, et elles ont été très justement exprimées par un député modéré, M. Raymond Boisdé, sur les préoccupations assez étroitement économiques et commerciales dont le traité est trop souvent l'expression. Ses auteurs nous semblent croire un peu trop aux vertus magiques du libre-échange. Il n'est pas aussi certain que le croit M. Ehrardt que le « laissez faire, laissez passer » assurera la prospérité des peuples d'Europe. Il serait souhaitable qu'un élargissement du rôle de la Banque européenne d'investissements et du fonds social européen vienne garantir les régions sous-développées, pauvres en ressources énergétiques, ou défavorisées par leur situation géographique, contre un fonctionnement exclusif du marché commun au profit des régions les plus industrialisées.

Nous souhaitons avec M. Boisdé que l'Europe du Marché Commun soit une Europe sociale, une Europe à niveau de vie ascensionnel où les travailleurs des différentes nations auront le sentiment d'être solidaires les uns des autres et de participer également à la prospérité de la communauté et non pas une Europe mercantile livrée à une concurrence impitoyable qui opposera les peuples au lieu de les unir.

L'expérience de la C.E.C.A. rend d'ailleurs ce souhait heureusement raisonnable. En effet depuis la création du « pool » charbon-acier la hausse des salaires dans la sidérurgie a varié en trois ans de 18 à 32 % selon les pays et le revenu du mineur de fond s'est accru de 17 à 55 %. Les hausses les plus fortes affectant les salaires les plus bas il en est résulté une très nette tendance à l'égalisation des salaires par le haut.

On peut aussi craindre, et cette crainte, qui a été exprimée par de nombreux partisans du traité, explique peut-être l'attitude hostile de nombreux députés poujadistes, que le régime poursuive une politique financière et maintienne un système fiscal aberrants qui handicaperaient alors gravement notre économie dans la compétition à laquelle l'ouverture du marché commun donnera le départ ou risqueraient de paralyser l'application du traité en forçant à recourir aux mesures de sauvegarde ou à maintenir indéfiniment les mesures dérogatoires de caractère provisoire qu'il a prévues.

Les deux articles additionnels, insérés, sur l'initiative de M. Boisdé, dans la loi portant ratification des traités et qui constituent comme le précise leur auteur, de véritables **clauses de sauvegarde internes** dont l'efficacité peut n'être pas négligeable, peuvent toutefois atténuer cette crainte. Ces deux articles obligent en effet le gouvernement à soumettre au Parlement avant la fin de cette année une ou plusieurs lois-cadres contenant des dispositions précises ayant pour but de permettre à notre économie d'affronter dans les meilleures conditions la concurrence de nos partenaires et à rendre compte chaque année non seulement des conditions d'application du traité mais aussi et principalement des mesures internes d'ordre économique, financier, fiscal ou social qui auront pu ou pourraient affecter ces conditions. Leur application peut confirmer l'opinion de ceux qui pensent que la réalisation de l'union européenne, en soulignant les vices de notre système politique et économique dont elle risque de sanctionner brutalement l'incohérence et la nocivité condamnera le régime à se reformer ou à disparaître.

Les Socialistes, la Droite et l'Algérie

Le renversement de M. Guy Mollet et les conditions dans lesquelles s'est constitué le cabinet présidé par M. Bourgès-Maunoury ont très sensiblement renforcé à l'intérieur du parti socialiste les courants hostiles au secrétaire général et surtout à la politique algérienne de M. Robert Lacoste.

C'est ce qu'a très clairement montré le congrès que la S.F.I.O. a tenu à Toulouse il y a un mois.

Les modérés qui ne cessent d'affirmer sous la plume de M. Duchet leur volonté farouche de s'opposer à l'abandon de l'Algérie peuvent ainsi mesurer les conséquences de l'erreur politique qu'ils ont commise en contribuant de façon décisive à la chute de M. Mollet, parce que la politique financière, évidemment criticable, de son gouvernement, venait d'être condamnée sans appel par les instances supérieures du grand patronat.

C'est une erreur politique parce qu'en raison de la situation parlementaire créée par les électon du 2 janvier 1956 et de la règle qui s'impose à tous les autres partis d'éviter à tout prix tout geste qui pourrait provoquer la reconstitution, même épisodique, du Front populaire, le parti socialiste est, que cela plaise ou non, le maître du jeu politique et que c'est de son attitude à l'égard des problèmes nationaux et, en premier lieu, du problème algérien, que dépendront finalement les solutions qui leur seront données.

Or quelle que soit l'opinion que l'on ait sur M. Guy Mollet et son équipe ministérielle, si sévère que soit le jugement que l'on puisse porter sur l'action de son gouvernement pendant la crise internationale qui suivit le coup de force égyptien sur le canal de Suez, sur sa politique économique et financière et sur l'impudeur avec laquelle le parti socialiste a placé ses hommes dans les postes les plus importants ou les plus profitables du régime, on doit reconnaître honnêtement qu'en ce qui concerne l'Algérie son gouvernement nous a évité le pire.

Nous avons été, ici, assez réservés à l'égard de la politique et même parfois de la personne de M. Robert Lacoste en qui nous voyions l'instrument d'une politique avec laquelle le régi me essayait de neutraliser l'opposition nationale, nous l'avons même critiqué d'une manière suffisamment acerbe, non parfois sans quelque injustice, pour pouvoir écrire aujourd'hui que sans la tenacité et le bon sens de cet homme il y a de grandes raisons de croire que l'Algérie serait actuellement en proie aux convulsions sanglantes et livrée au chaos politique, économique

et social qui auraient suivi ou suivront inévitablement la proclamation de son indépendance.

Et quand on se rappelle l'inertie qui, de février à décembre 1955, fut celle du gouvernement Faure-Pinay devant le développement de l'insurrection algérienne, on peut considérer comme vraisemblable que si un gouvernement de centre-droit avait été formé à l'issue des élections du 2 janvier 1956, il aurait montré en Algérie la même faiblesse hypocrite dont il fit preuve à l'égard du problème marocain. Telle est bien d'ailleurs l'opinion de la gauche mendésiste qu'exprimait M. Maurice Duverger lorsqu'il écrivait dans un article paru dans **Le Monde** à la fin de mai que le remplacement de M. Lacoste par un modéré pourrait avoir « la signification d'un tournant libéral ».

Ce ne sont pas les positions prises à l'égard du problème algérien par M. Raymond Aron, éditorialiste du **Figaro** et par M. le Baron Fabre Luce que l'on voulut quelque temps donner comme directeur de conscience à l'opposition nationale et dont les attaches avec la droite libérale sont connues qui permettront de prétendre que cette opinion est tendancieuse.

Sans doute la politique de M. Lacoste, lié dans une certaine mesure par les principes rigides et dès longtemps dépassés par les événements de la motion socialiste de Lille, repris dans la déclaration d'intentions de M. Guy Mollet du 9 janvier, n'a-telle pas jusqu'à maintenant résolu le problème algérien. Mais elle a permis de **tenir** en Algérie et M. Louis Salleron expliquait très bien il y a quelques semaines dans **La Nation française** l'importance que ce fait avait pour le passé et pour l'avenir. **En tenant** en Algérie M. Lacoste et l'armée française rendent une solution possible et, dans la pire des hypothèses ils font qu'elle n'est pas impossible.

Le drame algérien a d'autre part incontestablement contribué à accélérer chez les hommes les plus honnêtes et les moins idéologues de la S.F.I.O. une évolution que Pierre Dominique analysait très justement ces derniers jours dans **Rivarol** vers un socialisme national, évolution que la droite, si elle était vraiment soucieuse de l'intérêt national comme elle le prétend, ne devrait à aucun prix contrecarrer.

Or c'est justement ce qu'elle a peut être fait en écartant la S.F.I.O. de la direction de la politique française. Sans doute M. Guy Mollet continue-t-il à tenir d'une main encore ferme la direction de son parti et M. Gaston Defferre qui a pratiquement posé à Toulouse sa candidature à la succession de l'actuel secrétaire général, devra-t-il vraisemblablement attendre quelque temps encore avant de sa satisfaire ses ambitions.

Il n'en reste pas moins que la motion de la direction du parti sur l'Algérie n'a obtenu que 65 % des mandats alors qu'elle en avait réuni l'an dernier à Lille près de 90 % et que l'opposition à la politique de M. Lacoste qui ne représentait pas 10 % des mandats au précédent congrès en a recueilli cette année plus de 30 %.

Cette opposition il est vrai ne forme pas un bloc. Les deux tendances entre lesquelles elle se partage ont présenté à Toulouse deux motions différentes, mais l'une et l'autre, affirmant que la politique de M. Lacoste a échoué, réclament l'ouverture de négociations avec les rebelles. La seule différence est que la première, animée par MM. Verdier et Depreux, allant jusqu'au bout de ses positions, soutient que la reconnaissance de l'indépendance algérienne doit précéder les négociations alors que M. Defferre, chef de la seconde, fait semblant de croire à la possibilité de négociations secrètes avec le F.L.N. en excluant formellement au départ le principe de l'indépendance. M. Defferre croit si peu d'ailleurs à cette possibilité qu'il propose de faire d'un statut, dont il a exposé les grandes lignes à Toulouse et dont il ne peut pas ne pas voir qu'il conduirait tout droit, s'il était accepté par les rebelles, à l'indépendance de l'Algérie, l'objet de ces négociations secrètes. Il est vrai qu'il ajoute, mais c'est une clause de style d'allure typiquement mendésiste, que ces négociations ne devraient être engagées qu'après que le pays ait été mis en état de supporter une épreuve de force si les rebelles devaient la lui imposer. On se rappellera que c'était déjà ce genre de « condition » que M. Mendès-France avait posée avant l'ouverture des négociations qui aboutirent à la capitulation de Genève.

L'opposition de M. Defferre à la politique de M. Lacoste n'est certes pas un fait nouveau, mais elle n'aurait pu se manifester de façon aussi ouverte et catégorique si M. Guy Mollet était resté à la tête du gouvernement et le maire de Marseille au ministère de la France d'Outre-Mer.

Le plus inquiétant, quant à l'évolution ultérieure du parti socialiste à l'égard du problème algérien, est qu'elle ait réussi d'emblée à grouper au congrès près de 20 % des mandats et qu'un homme aussi écouté que M. Naegelen, réputé pour appartenir à la tendance nationale et même nationaliste de son parti, s'y soit rallié avec éclat, alors que, membre avec MM. Soustelle et Léonard du comité directeur de l'**Union pour le renouveau et le salut de l'Algérie française**, il avait paru jusqu'à maintenant soutenir la politique du Ministre de l'Algérie.

Jacques POILLOT.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Le député de l'Ille-et-Vilaine Henri Dorgères ne voit plus d'issue que dans la dissolution, qui ne changera pas grand chose, le pays comptant quinze partis, 40 % d'abstentionnistes qui ne veulent plus participer à la comédie du suffrage universel et un certain nombre de français qui s'accrochent aux vieilles idées en faillite.



MM. Bloch-Dassault, Mitterand et Blondelle ont constitué le rassemblement rural. MM. Dorgères, Antier et Poujade viennent d'unir leurs efforts Le mécontentement rural est tel qu'il constitue un excellent terrain de propagande électorale. On se souvient que la colère paysanne fit triompher le cartel des gauches en 1924 (qui en profita pour accabler un peu plus l'agriculture) et donna un million et demi de voix au poujadisme en 1956.



On sait que la R.T.F. ne cite que les journeaux et les opinions des personnes favorables aux tenants du régime. Alors quelle différence avec les pays totalitaires comme l'U.R.S.S. ou les régimes autoritaires comme ceux d'Espagne ou d'Egypte ? La nationalisation de l'information c'est déjà de la dictature larvée. Seize mois de gouvernement à direction socialiste ont accentué l'évolution vers un régime autoritaire avec la création de 30.000 postes nouveaux de fonctionnaires qui auraient, d'après le sénateur Pellenc, coûté 60 milliards.



Signe précurseur d'événements peut-être proches : cette année en Tunisie la fête du Trône n'a été ni fériée, ni chômée. La déposition du Bey et l'instauration d'une République tunisienne entrent dans les probabilités. M. Bourguiba est tout près maintenant de réaliser totalement ses ambitions.



Le procès Bodenan, aux Assises de Versailles a été renvoyé pour supplément d'information. Singulier procès sur lequel la presse s'est montrée très discrète. On sait qu'il s'agit de trafics divers. M. Capdeville, ancien député et ancien vice-président de l'Assemblée nationale fut entendu comme témoin.

Bodenan qui n'est sans doute par un Saint, est-il destiné au rôle de bouc-émissaire du « Système » ?

Voici un extrait de compte-rendu d'audience :

« ...Celui-ci (Me Floriot) soudain lui (à M. Capdeville) demande s'il n'y avait jamais eu de coïncidence entre les interventions qu'il effectuait et les prêts qu'on lui consentait :

— « Aucune », proteste M. Capdeville.

Alors, Me Floriot, superbe, lui lance :

— « *Pourtant, en 1954, vous êtes intervenu en faveur de M. Clément Duhour, producteur de cinéma, pour lui fournir deux bataillons de l'armée afin de tourner le film « Napoléon ». Or, deux jours après, M. Clément Duhour vous prêtait* 1.800.000 *francs que vous ne lui avez jamais rendus* ».

Sans attendre la réponse, le président Chapar lève l'audience jusqu'à demain... »



On avait nommé au poste de directeur-adjoint de la télévision d'Alger un homme très recommandé et d'ailleurs bien en cours qui fut identifié par la suite comme un chef terroriste. Le public n'a pas été admis à connaître ce fait révélateur des complicités que la rebellion a trouvées dans les milieux dirigeants du régime.



En 1956, 19.672 européens ont quitté le Maroc. Fin 1957, ce chiffre atteindra 70.000. En Tunisie, l'exode des français s'accélère : la moitié d'entre eux auront quitté l'ancien protectorat à la fin de cette année. Raisons principales : l'insécurité, la mauvaise foi et les brimades des nouveaux maîtres.



Si Bekkaï, président du Conseil marocain, est un ancien lieutenant-colonel de l'armée française, mutilé de la guerre 1939-1945, c'est un des très rares berbères auxquels le Sultan donne sa confiance. Nationaliste marocain il ne renie rien de ses amitiés françaises. Il s'efforce d'arbitrer des excès qui ne sont pas toujours unilatéraux. Sa droiture gêne tout le monde. Si Allal el Fassi et Ben Barka, leaders arabes de l'Istiqlal cherchent à renverser le berbère.



On s'indigne en France, du film américain tourné chez les rebelles Algériens et à leur gloire, et qui passe à la télévision américaine devant des millions de téléspectateurs.

Pourtant il a bien fallu des autorisations d'entrée ou de sortie du cinéaste et de sa pellicule. Il n'y a pas encore de liaison directe Nementchas-New-York. Histoire intéressante à approfondir...



En Algérie, des tracts de propagande française sont jetés par avion. Ils sont inefficaces parce qu'ils ne savent pas frapper l'imagination musulmane. Au Maroc, des cortèges de chômeurs ont défilé avec des pancartes sur lesquelles on lisait « France » et il y avait un pain accroché en dessous.



M. Foster Dulles a récemment reçu à Washington les représentants des onze pays arabes (dont la Tunisie et le Maroc) et accepté d'examiner leur protestation contre l'activité militaire de la France en Algérie. Silence de la presse française.

Une quinzaine de jours plus tard, M. Dulles déclare que les Etats-Unis ne se mêleront pas des affaires de la France en Algérie. Information reproduite dans toute la presse française.

L'Africain (d'Alger) écrit à ce sujet : « la collaboration existant entre les services secrets américains et les représentants panarabes vient de s'étaler au grand jour avec l'affaire d'espionnage de Berne (inconnue de la grande presse française). Cette affaire a été déclenchée par l'intermédiaire d'un apatride polonais, agent de l'O.S.S. dont le chef qui fit un récent voyage en Afrique n'est autre que Allan Dulles, frère de Foster Dulles ».

Nul n'ignore d'autre part que le cabinet d'affaires de M. Dulles a pour clientes quelques-unes des principales sociétés pétrolières américaines.



P.A. Cousteau signale dans Lectures Françaises **le cas d'un journaliste qui, ayant besoin de travailler pour vivre, fut congédié d'un quotidien du soir parce qu'un distributeur de publicité ne prisait pas l'hebdomadaire dans lequel écrivait auparavant ce journaliste. Certains anti-racistes parlent volontiers de tolérance. A tout hasard, signalons ce cas à M. Bernard Lecache et à M. Kahn de la Ligue des Droits de l'Homme.**



Le major général Moscovski et le colonel Astachenkov de l'armée soviétique ont publié un livre qui fait fureur dans les chancelleries. Ces deux officiers décrivent les armes nouvelles « Secrètes » inventées dans tous les pays qui croyaient leurs trouvailles réellement très « secrètes ». Profond malaise dans les cercles militaires étrangers, en particulier occidentaux.

ETUDES

L'INSURRECTION KABYLE DE 1871

DANS la Métropole, on se souvient vaguement qu'il y a eu une insurrection Kabyle en 1871, mais on n'en sait et n'en a jamais su grand chose. Sur le moment, la France vaincue était aux prises avec l'affreux drame de la Commune, avec l'insurrection en présence de l'ennemi qui menaçait de dissoudre l'Etat et ce péril tout proche en masquait un autre plus lointain. Plus tard, c'est sans plaisir qu'on évoqua cette péripétie. Aujourd'hui, elle retrouve un intérêt d'actualité par son parallélisme avec les événements actuels. Parallélisme, du reste, normal dans cette Berbérie où les hommes et le style des événements changent si peu qu'ils se reproduisent avec de frappantes similitudes à travers les siècles ; Abd-el-Krim rappelait Abd-el-Kader qui, lui-même, ressuscitait Jugurtha.

1. — L'Algérie de 1870.

Napoléon III ne s'est intéressé que médiocrement et d'une façon intermittente à l'Algérie (« C'est un boulet attaché aux pieds de la France » avait-il écrit un jour à Persigny) et n'a eu, sur elle, que des conceptions incertaines et changeantes. Sous son autorité, la conquête s'est poursuivie en vertu de la vitesse acquise et s'est pratiquement achevée en 1858 avec la soumission de la Kabylie. A partir de cette date, à l'exception de l'Ouest et du Sud-Ouest oranais au calme toujours fragile en raison du voisinage marocain, la paix règne dans la colonie mais non pas l'unité de vue sur son administration et son avenir. Jusqu'à la chute de Louis-Philippe, les conceptions de Bugeaud l'ont emporté : Administration militaire contrôlant et orientant, par le moyen des bureaux arabes, une hiérarchie de chefs autochtones, encouragement à la colonisation sous toutes ses formes (petite, grande, militaire, civile, trappiste, française ou étrangère) mais surtout au peuplement européen. Pendant le court intermède de la 2e République, les tendances dominantes furent d'introduire au plus vite les règles de l'administration métropolitaine (ce qui

était au moins prématuré) et de favoriser la petite colonisation (non sans illusions et maladresses). Dès lors commença à se manifester l'hostilité des colons avides de terres contre les bureaux arabes, tuteurs naturels des indigènes. Cette hostilité s'envenima sous l'influence des nouveaux venus les plus exaltés (ouvriers et artisans sans expérience agricole dont beaucoup n'avaient pas réussi, déportés socialisants des émeutes de juin 1848 et, plus tard, opposants au coup d'Etat du 2 décembre 1851.) Ceux-ci réclamaient : un gouverneur civil, l'assimilation politique et douanière à la métropole, l'abolition de la propriété collective des tribus, la vente libre des terres rendues ainsi disponibles, l'assimilation des indigènes... ; soit : quelques revendications judicieuses au milieu de beaucoup d'injustifiées et de prématurées. Suivant un processus typiquement français, cette effervescence aboutit à la crise spectaculaire d'une « grande affaire » judiciaire : le « procès Doineau » (1856-57). Il s'agissait d'un commandant des bureaux arabes, de moralité douteuse mais, semble-t-il, non criminelle, accusé d'avoir fait assassiner un « agha » ; l'opposition républicaine, par la voix de Jules Favre, avocat de la famille de la victime, passionna à plaisir les débats et fit, de la plaidoirie, un réquisitoire contre l'administration militaire. Il aurait sans doute suffi, pour apaiser tout celà, de laisser les mains libres à l'excellent Gouverneur Général, en place depuis 1850, qu'était le Maréchal Randon, mais l'Empereur rêvait secrètement d'un « royaume arabe » où il se serait appuyé sur l'aristocratie indigène ; il était, en outre, enclin à considérer les colons comme des spéculateurs et des agitateurs et, peut-être, pas mécontent d'occuper un cousin brillant, brouillon et sans cesse opposant ; aussi recourut-il à une solution centralisatrice. Le 2 juillet 1858, il confia le soin de l'Algérie à un ministre résidant à Paris : le Prince Napoléon. Celui-ci, toujours soucieux de plaire aux Républicains, proclama son intention d'assimiler au plus vite les institutions à celles de la Métropole, de réduire le rôle de l'administration militaire, de donner la liberté aux transactions immobilières. Bien accueilli par les civils, avec méfiance par les officiers et les chefs arabes, il légiféra et réglementa à tour de bras, désorganisa l'administration, mécontenta tout le monde et, en 1859, attiré par les affaires d'Italie, démissionna. Il n'avait à son actif que l'impulsion donnée aux travaux publics et particulièrement aux chemins de fer. Son successeur, le Comte de Chasseloup-Laufat, sans renverser la vapeur, remit de l'ordre. Après un bref voyage d'apparat, Napoléon III, en septembre 1860, supprima le Ministère de l'Algérie et rétablit le Gouvernement Général confié au Maréchal Pélissier, un

disciple de Bugeaud, mais vieilli et plus soucieux de prestige que d'action efficace. Après une nouvelle visite en 1862, l'Empereur déclara, dans sa lettre de février 1863, pleine d'idées généreuses mais utopiques et dangereuses : « L'Algérie est un royaume arabe » et fit élaborer un programme de réformes dont la principale consistait à déclarer les tribus propriétaires de vastes territoires aux dépens de la colonisation future. Ses ordres furent, du reste, mal exécutés et, après avoir éveillé de grands espoirs chez les indigènes, suscitèrent de grandes désillusions. Comme dans le même temps, l'expédition du Mexique réduisait les effectifs d'occupation, Si Sliman, chef des Ouled-Sidi-Cheikh, tribu dont les terrains sont à cheval sur la frontière marocaine, mécontent de n'avoir été nommé que « bach-agha » au lieu de « Khalifa » (grand fonctionnaire au lieu de grand vassal) les souleva et massacra la colonne Beauprêtre ; l'insurrection s'étendit bientôt du Djebel-Amour au Titeri et à l'ouest de l'Ouarsenis ; elle fut vigoureusement réprimée par le général de Martimprey, intérimaire, puis par le Maréchal de Mac-Mahon, successeur de Pélissier qui venait de mourir ; mais l'Oranie continua d'être troublée périodiquement par des éléments de désordre réfugiés vers Figuig au Maroc. Après un troisième voyage impérial d'un mois, en 1865, une nouvelle impulsion fut donnée aux travaux publics, cependant qu'on cherchait à importer dans la colonie des capitaux plutôt que des hommes et qu'on donnait la préférence à la grande colonisation.

A la veille de la guerre de 1870, l'Algérie a une population de 3 millions d'indigènes pour 235.000 Européens dont 125.000 Français et environ 100.000 ruraux. Les citoyens sont loin d'être unis dans le loyalisme au régime car, au plébiscite d'avril 1870, ils sont les seuls, avec ceux de la Seine et des Bouches-du-Rhône, à répondre par une majorité de « non ». Quant aux autochtones, victimes, en 1868, d'une cruelle disette, ils restent ce qu'ils ont toujours été, de tendances anarchistes et belliqueuses, sensibles aux manifestations de la force, sujet à des crises de fanatisme islamique ou racial, prêts à suivre leurs chefs politiques ou religieux qui, dans l'ensemble, sont reconnaissants à Napoléon III, des honneurs et privilèges prodigués mais inquiétés par son intention récemment manifestée de généraliser l'administration civile, ce qui a provoqué la démission de Mac-Mahon.

2. — Les circonstances et les causes de l'insurrection.

La déclaration de la guerre ne soulève aucune émotion particulière en Algérie. Le général de Wimpfen vient de réprimer

avec plein succès un soulèvement local en Oranie. Les tentatives assez maladroites des Allemands pour nous créer des embarras échouent Un agent parlant l'arabe et qui était probablement l'explorateur Gérard Rohlfs est signalé à Nefta en Tunisie (pointe Ouest du Chott-Djerid, à 30 kilomètres de la frontière) ; plus tard, Mahi-el-Din, le fils aîné d'Abd-el-Kader, le rejoindra, nouera des intrigues et s'avancera même jusqu'à Négrine (sud des Nementchas) de 30 kilomètres en territoire algérien mais sans résultat car son père le désavouera en écrivant de Damas, au Gouvernement de la Défense Nationale : « Quand un grand nombre de nos frères (que Dieu les protège !) sont dans vos rangs pour repousser l'envahisseur et quand vous travaillez à rendre les Arabes des tribus libres comme les Français eux-mêmes, nous venons vous dire que ces tentatives insensées, quels qu'en soient les auteurs, sont faites contre la justice, contre la volonté de Dieu et la mienne ; nous prions le Tout-Puissant de punir les traîtres et de confondre les ennemis de la France. »

Le départ de la quasi-totalité des troupes pour la Métropole et nos défaites n'avaient pas suffi à ébranler la fidélité indigène; l'annonce de la captivité de l'Empereur et la proclamation de la République n'avaient fait qu'émouvoir et inquiéter les grands chefs. Mais, à partir du 4 septembre, ils furent témoins de l'agitation et de la division de la population française ainsi que d'un certain nombre de mesures malencontreuses du Gouvernement, ou plutôt de sa délégation de Tours. Le désordre commença par la création de comités de défense révolutionnaires et par des intempérances de presse qui allèrent jusqu'à évoquer une sécession et le rattachement à l'Angleterre. Le gouverneur par intérim, qui manquait d'autorité, fut remplacé par le général Waslin-Esterhazy, ancien des bureaux arabes et commandant de la division d'Oran, choix malheureux car il était impopulaire ; la foule accueillit le Gouverneur par des injures, envahit le palais et le chassa ; le préfet donna sa démission (29 octobre) ; des émeutes analogues à tendances communardes et antimilitaires se produisirent à Oran. Un gouverneur civil par intérim fut nommé. De nouvelles protestations éclatèrent lorsque des officiers capturés à Metzou Sedan et libérés par les Allemands sur promesse de ne pas porter les armes contre eux débarquèrent. C'est le moment qu'avec une extraordinaire légèreté, la Délégation, ou plutôt l'un de ses membres, Crémieux, avocat juif qui se targuait de connaître l'Algérie pour y avoir plaidé, choisit pour substituer brusquement le régime civil au régime militaire et naturaliser

les Juifs (33.000) ; ce qui inquiéta les chefs indigènes et fournit des thèmes antisémites aux agitateurs.

Les Ouled-Sidi-Cheikh pénètrent jusque dans le Tell dont ils sont refoulés en décembre 1870. Entre janvier et mars 1871, des soulèvements sporadiques et vite réprimés se produisent dans l'Est constantinois vers Souk-Ahras, El Milia et Tebessa. C'est le 14 mars que commence l'insurrection beaucoup plus grave de la Kabylie. Heureusement, les élections à l'Assemblée Nationale (février), ont rendu au gouvernement un caractère de légitimité ; l'agitation des colons décroit dans le même temps qu'éclate, à Paris, la révolte communarde (18 mars) ; des troupes sont envoyées en Algérie et surtout, le 29 mars, est nommé un Gouverneur Général énergique et expérimenté, l'Amiral de Gueydon, ancien gouverneur de la Martinique qui, mieux que personne, a résumé et classé les causes de l'insurrection qu'il sut réprimer : « Une réaction bruyante contre les condescendances du système impérial envers le peuple indigène et surtout les privilèges et l'autorité des chefs arabes ; en même temps, une mesure qui blessa profondément tous les cœurs musulmans : la naturalisation des Israélites ; le spectacle, dans nos villes d'autorités françaises méconnues, insultées, arrêtées même ; l'injure et la menace partout prodiguées, plus spécialement aux officiers préposés au maintien de notre domination en pays arabe ; le départ pour la France de toutes les garnisons ; les récits apportés dans chaque tribu par les tirailleurs algériens échappés à nos désastres ; enfin, comme dernière manifestation de notre prétendue impuissance, l'insurrection de Paris; telles sont les causes qui, en surexcitant au plus haut degré les espérances, ont fait l'insurrection de 1871 ». Beaucoup avaient leurs racines dans la métropole : c'est une leçon qui n'est pas périmée.

3. — L' « Année de Mokhrani ».

Pour les Kabyles, 1871 est resté « âm Mokhrani » (l'année de Mokhrani). Mohamed el Mokhrani, bach-agha de la Medjana, qu'une tradition sans fondement faisait descendre des Montmorency et une autre, guère plus sérieuse, de Fathma, la fille du Prophète, appartenait, en réalité, à une famille Kabyle puissante, dans la région, depuis le XV[e] siècle et entrée au service de la France en 1838. Il avait vu, non sans amertume, la situation de son père puis la sienne évoluer de celle d'un feudataire à celle d'un fonctionnaire. Lors de la famine de 1868, il avait engagé ses biens avec la caution du Gouverneur pour secourir les populations et n'était pas encore remboursé. Lors de la démission

de Mac-Mahon, il avait offert la sienne pour protester contre la généralisation de l'administration civile. Lorsqu'il décide de s'insurger avec les six mille fidèles de sa tribu, il ne s'agit ni d'une révolte de l'opprimé contre l'oppresseur, ni de la revendication d'une nationalité inexistante, mais d'obliger les Français à compter avec les grands chefs : « Je me bats contre les civils, non contre la France ni pour la guerre sainte. Je consens à obéir à un soldat, pas à un Juif ou à un marchand ». Lorsque, le 14 mars, il envoie une déclaration de guerre en règle au général commandant la subdivision de Sétif, il se propose de bloquer les postes et les villes ; il ne veut ni massacre ni pillage ; mais il est immédiatement débordé ; tandis que le fort de Bou-Arreridj lui résiste, le village est pillé et incendié. Comme les autres « djouard » (chefs militaires) ne le suivent pas, il est amené à donner un caractère religieux à son action par son accord avec Cheikh Haddad,, chef de la confrérie des Rahmanyia, qui proclame la guerre sainte le 8 avril. Cela jette dans l'insurrection tous les Kabyles d'Alger à Collo puis les tribus du Hodna et les Beni-Menaceur entre Cherchell et Miliana : 150.000 hommes. Les agglomérations et les fermes européennes sont incendiées ; Bougie, Fort National, Dellys, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizan sont bloqués ou assiégés ; à Palestro, 31 colons sont assassinés et 40 faits prisonniers. Mokhrani marche sur Alger mais, 50 kilomètres à l'Est, il est arrêté à l'Alma, entrée de la Mitidja, le 22 avril et, le 7 mai, il est tué sur l'Oued Soufflat. Son frère, Bou Mezrag, voit le quitter de nombreux partisans. En mai et juin, Tizi-Ouzou, Dellys, Dra-el-Mizan sont débloqués. Un groupement insurgé est battu à Icheriden et, le 13 juillet, Haddad se rend au Général Saussier : « Je suis comme un mort entre tes mains » lui dit-il ; la guerre sainte est finie. Le petit mouvement des Béni-Menaceur qui ont assiégé Cherchell est réduit. Bou-Mezrag se réfugie dans le Sud où il est poursuivi jusqu'à Ouargla ; il ne sera capturé qu'en janvier 1872, mourant de faim et de soif. Mais, dès octobre 1871, la pacification est complète. Il y avait fallu 7 mois, plus de 20 colonnes, 340 combats et porter nos forces à 86.000 hommes comme au temps de la lutte contre Abd-el-Kader, mais nos pertes étaient faibles : 2.686 morts dont la moitié par maladie.

La répression administrative fut très dure mais pas sanglante : 36 millions et demi d'amendes de guerre, séquestre de 446 hectares valant 18 millions et demi ; quant à la judiciaire, confiée à une Cour d'Assises qui se montra peu compréhensive du milieu, elle comporta, avec des acquittements scandaleux, des

condamnations tout aussi regrettables et, en dépit des grâces et commutations de peines, les haînes et les méfiances ne s'atténuèrent que lentement. Le musulman s'incline plus facilement devant le jugement des armes qui lui paraît celui de Dieu, que devant le jugement des hommes. Cela n'a pas tellement changé et nous avons intérêt à ne pas trop l'oublier.

Jean PERRÉ.

Les Livres du Mois

Les Livres français :

Les origines secrètes de la guerre 1939-1945 (Lectures Françaises, Paris).

Sept auteurs (René d'Argile, J. Ploncard d'Assac, Jacques Béarn, Henry Coston, P.-A. Cousteau, Henri Lèbre, Michel de Mauny) exposent chacun des points de vue différents mais convergents sur les faits qui déclenchèrent la deuxième guerre mondiale. L'ensemble constitue une excellente synthèse de « ce qu'il faut savoir sur... ». Quand le lecteur tourne la dernière page, s'il n'a pas eu le temps de lire les ouvrages essentiels sur les événements mondiaux, il possède une partie de la vérité que, jusqu'à présent, on s'est bien gardé de répandre dans le grand public. Certes, *toutes* les causes ne sont pas décortiquées, mais les principales sont analysées d'une manière qui emporte la conviction.

L'exposé d'Henri Lèbre sur l'affaire tchécoslovaque est remarquable. Regrettons toutefois qu'il n'ait pas publié in extenso le rapport Runciman. A notre avis, la part faite à la Pologne est un peu généreuse car la politique extérieure du colonel Beck ne fut pas un modèle de diplomatie cohérente. René d'Argile, en insistant sur le cas Grynspan, geste gratuit d'un réfugié allemand israélite, donne peut-être la clef de la terrible extermination des juifs par les nazis. P.-A. Cousteau démontre avec méthode le mécanisme de la politique belliciste. Aucune affirmation gratuite, des noms, des dates et des textes.

La responsabilité britannique, celle d'éléments israélites et des politiciens qui leur étaient dévoués ne sont plus niables dans les causes de la guerre de 1939. Il est exact, comme le fait remarquer Cousteau, que ceux qui poussèrent la France dans la guerre en 1939 sont précisément ceux qui profitent actuellement du « butin (français) » de la guerre. Les fossoyeurs étaient *à gauche*. Avec l'agression égyptienne de 1956, la nouvelle tradition semble se maintenir. Il y a peut-être continuité de 1939 à 1956, bien que ce ne soit là qu'un des éléments d'un problème plus grave : la surpuissance des forces occultes en démocratie ou la force du suffrage universel.

P. F.

L'Amérique en trois dimensions, par ANDRÉ JEANJEAN (*Dervy-Livres*, éditeur, Paris).

Un jeune étudiant français des H.E.C. veut savoir ce qu'il faut penser des Américains, non pas des Américains « sloganisés », mais des Américains moyens observés chez eux, dans leurs occupations et leur existence quotidiennes. Alors, il part et débarque à New-York avec 49 dollars. Plusieurs mois d'auto-stop, de travaux provisoires, d'hébergements gratuits et sympathiques. Parfois l'angoisse du vivre et du couvert. Résultat : 11.000 km. dans l'Est américain et des notations qui aideront beaucoup de Français ignorant l'Amérique à la mieux connaître. L'ouvrage, apolitique aide, à comprendre la politique américaine.

Le culte de l'argent a frappé M. André Jeanjean, qui en cite divers aspects dont un assez curieux : dans les avis nécrologiques insérés dans les journaux, le nom du défunt est suivi de la somme qu'il gagnait. Un peuple qui gagne bien sa vie, mais qui ne sait pas trop quoi faire de ses économies sinon acheter plus que son voisin pour paraître davantage. Des individus généreux, fiers d'être Américains, mais aussi des individus esclaves d'un appareil économico-financier qui les entrave jusque dans le contenu de leur frigidaire. L'auteur note : « *Le Français est un citoyen grossièrement libre dans une nation qui ne l'est plus, tandis que l'Américain est prisonnier dans un pays affranchi par sa puissance* ». Ce qui nous paraît un jugement presque équitable.

Cent autres constatations seront utiles à connaître et à méditer, en particulier les bouleversements sociaux apportés par la télévision et le désœuvrement de l'Américain en dehors de la discipline de son travail.

Déplorons le titre peu attrayant, mais l'ouvrage est sans outrances, presque prudent dans la crainte de ne pas paraître témoin fidèle. L'auteur fait une utilisation un peu abusive des mots et locutions américains, ce qui est gênant pour le lecteur qui ne possède pas la langue. De plus le récit manque d'unité. Tel que se présente ce témoignage, nous en conseillons la lecture, ne serait-ce que pour juger ce qu'il adviendrait de nous en cas de réussite de l'américanisation de l'Europe qui ne paraît qu'une démocratisation pour citoyens sous-moyens.

P.F.

Robert Jans : « *Les Campagnes d'Afrique, Libye, Egypte, Tunisie* » (Payot, éditeur).

Dans la préface d'un précédent livre de l'auteur sur la campagne d'Italie (1943-45), le Maréchal Juin écrivait : « Robert Jans est un historien et un historien militaire de valeur... Ce récit objectif, parfaitement documenté, est l'œuvre d'un historien consciencieux uniquement attaché aux faits et à leurs conséquences. Il mérite pour cela même de prendre place parmi les ouvrages relatifs à la guerre mondiale appelés à faire autorité ».

Après lecture des « Campagnes d'Afrique », on ne peut que leur étendre ce jugement. La documentation est abondante et solide ; l'exposé des faits objectif, impartial, clair, précis et suffisamment détaillé ; 26 cartes et croquis l'éclairent.

Il n'est du reste pas besoin de dépasser l'avant-propos pour discerner les causes profondes de victoire et de défaite dans la direction de la guerre par les deux partis opposés :
— d'un côté, les Anglo-Saxons, avec des buts réalistes, échelonnés et adaptés, dans le temps, à des moyens grandissants : écarter la menace sur le canal de Suez, détruire la majeure partie des unités de l'Axe engagées sur les rives sud du bassin méditerranéen, constituer en Afrique du Nord une base solide, un tremplin, d'où leurs armées pourront s'élancer à la conquête de la « forteresse-Europe » ;
— en face, Hitler, qui vise bien un objectif judicieux, le canal de Suez, mais qui, accaparé par d'autres entreprises, mal aidé par une Italie qui ne fut jamais lancée dans la guerre totale, à moitié trompé par la retorse politique du Maréchal Pétain, n'ose pas, en temps utile, s'assurer de Malte et de Bizerte qui lui eussent garanti la sécurité de ses communications, indispensable et capitale dans une campagne aussi excentrique.

Un tel livre est d'autant plus utile qu'aucune phase de la seconde guerre mondiale n'est, pour les Français, aussi mal connue et n'a été autant déformée par la propagande gaulliste. Pour la plupart, les campagnes d'Afrique se résument en deux faits : Bir-Hacheim et l'arrivée de Leclerc à Tripoli. Or, si ce sont de glorieux faits d'armes, Bir-Hacheim n'est qu'une péripétie de la bataille d'Aïn el Gazala : la résistance, pendant trois jours, d'une brigade de 4 à 5.000 hommes encerclée qui, sur ordre du commandement britannique, réussit à se dégager avec des pertes sévères ; quant au beau raid transsaharien exécuté par Leclerc, avec 3.000 hommes, il aboutit à Tripoli trois jours trop tard pour influencer les événements. La participation efficace de la France aux Campagnes d'Afrique, c'est l'intervention, dans la bataille de Tunisie, de nos troupes d'occupation puis de celles d'Algérie et du Maroc sauvées et renforcées, de 1940 à 1942, par la politique du Maréchal Pétain et l'obstination du général Weygand auquel succéda le général Juin en fin 1941. Il faut enfin qu'arrive un moment où les images d'Epinal aux couleurs fanées sont remplacées par l'histoire.

Jean PERRÉ.

XAVIER VALLAT : « *Le nez de Cléopâtre* » (Ed. Les quatre fils Aymon).

Ce qui fait la première qualité de ces « Souvenirs d'un homme de droite », c'est le don de la vie.

Les jeunes hommes d'aujourd'hui voient volontiers certaines figures de l'avant-guerre, à la vie droite, au cœur fidèle, comme de braves gens honnêtes, mais un peu bornés, auxquels le « j'étais à Verdun, moi, Monsieur ! » tenait lieu de réponse à toute question historique ou politique. Beaucoup sans doute qui imaginaient Xavier Vallat comme un homme dur, aux catégories bien arrêtées, ne refusant certaines questions que de peur de se voir soi-même remis en cause, seront surpris de découvrir un esprit si vivant, si curieux, si attentif aux nuances de la vérité.

Une admirable préface de Charles Maurras nous rend pourtant exigeants en nous montrant que la vie et les idées ne peuvent se séparer « L'homme public doit apparaître garanti par l'homme privé... il faut que l'on vous voie au complet ». C'est la première délicieuse surprise du livre. Quelque idée que l'on ait sur Charles Maurras, on ne peut pas ne pas être saisi : quel grand esprit et quel extraordinaire écrivain ! On l'a dit, Dieu sait ! enfermé dans des théories, et cette revendication de la vie de l'homme tout entier est énoncée sur le ton de la vie même. Il faut l'entendre évoquer les petites cités du Comtat provençal, la vraie tradition vécue, les jours qui passent, le bonheur apaisé et la règle des Mœurs ! La démonstration politique qui suit en reste toute colorée, ensoleillée, à la fois claire et passionnée. C'est là vraiment un très beau texte de Charles Maurras dont tant d'autres restent à découvrir.

Après cela, l'on n'est pourtant pas déçu par le livre lui-même. Dès le premier chapitre sur son enfance, Xavier Vallat nous fait voir à l'évidence la ligne de sa vie. Le village du Haut-Vivarais où il est né, les admirables figures de ses parents, son père instituteur qui, le dimanche, chantait la messe au lutrin, sa mère qui tournaillait dans son ménage, les nombreux enfants, le maigre argent et la beauté des paysages, nous sommes entraînés très loin, nous sommes plongés dans ce monde comme dans un roman, dans ce monde pourtant réel où le rêve a peu de place.

La guerre nous réveille. Xavier Vallat nous rend littéralement visible le passage d'un monde à un autre en nous citant cette phrase du villageois qui vient le chercher à l'autocar de Tournon : « Ah la guerre en a apporté du silence dans le village ! ». Cette phrase marquera toute sa vie, avec ce souvenir de la guerre dont les générations suivantes ont eu tant de peine par la suite à imaginer la force et, il faut le dire, la grandeur. Amputé, il entre au Parlement avec la Chambre bleu-horizon.

C'est ensuite une série de chapitres passionnants où l'histoire encore proche se réanime grâce à une très vive intelligence : l'Action française, Léon Daudet, l'Alsace, les Croix de feu, la Fédération nationale catholique, l'affaire Stavisky, la nouvelle guerre... tous les grands problèmes, beaucoup de grandes figures sont présentés avec

un tact infini. Il n'y a pas de théories et il ne faut pas en voir. Mais il y a une totale indépendance. Xavier Vallat a été durant de longues années parlementaire. Il connaît les défauts du parlementarisme tel qu'il est pratiqué en France, mais il n'accable pas systématiquement, bien au contraire, les hommes, fussent-ils des adversaires. Il sait aussi que l'on peut tenter de sauver ce qui peut être sauvé. On peut discuter certaines de ses options, on ne peut pas nier qu'il présente une face intelligente de l'honnêteté, et c'est beaucoup.

Il y a là une image de la Troisième République et d'un type d'homme d'une autre génération, qui suscite beaucoup de réflexions : c'est un livre qu'auraient sûrement intérêt à lire ceux qui sont venus après guerre à la réflexion politique.

Bernard VORGE.

P.-A. COUSTEAU : « *Les lois de l'hospitalité* » (Ed. La Librairie française).

C'est peut-être là le premier *livre* de Pierre-Antoine Cousteau ! Sans doute nous a-t-il déjà donné plusieurs volumes où son ironie et son style si personnel faisaient merveille, mais cela restait en quelque sorte des ouvrages de journaliste. Disons que c'est là son premier livre d'écrivain.

Il a mis sous forme de lois ses différentes expériences depuis sa première rencontre avec un soldat américain jusqu'à sa remise définitive à la justice française en vue de jugement par une Cour de Justice. Lois de l'hospitalité, parce qu'il passa tour à tour par les mains suisses, autrichiennes, américaines, soviétiques, françaises et marocaines, sans compter quelque camp de personnes déplacées et quelques va-et-vient. Mais ces lois n'ont rien de mathématique ni de sèchement formulé ; il y a surtout une gigantesque figure de rhétorique qui fleurit au-dessus de l'ouvrage, celle appelée antiphrase : les « lois de l'hospitalité », l'expression caractérise une époque où lâcheté et chasse à l'homme trônèrent en souveraines.

Mais il y a aussi une fine et malicieuse observation des différents peuples, des différents peuples à cette époque, des différents individus et des exceptions que l'on pouvait rencontrer alors dans chacun de ces peuples. Les Suisses peureux et formalistes, les Autrichiens point si « vainqueurs » qu'on voulait bien les en persuader, les Américains, comprenant parfois, mais toujours prisonniers des alliances et des mythes rooseveltiens, les Soviétiques, silencieux, doucement têtus et fidèles à eux-mêmes, les Marocains loyaux et ne sacrifiant pas le moins du monde à la croisade idéologique. C'est un immense envers de l'Europe après la bataille où les Fabrice sont traqués par les vainqueurs et ne rencontrent un peu de compréhension qu'auprès des exilés qui connaissent le monde soviétique, ont l'habitude du Guépéou et ne sont pas dupes une seconde de la « victoire commune ».

Pierre-Antoine Cousteau en abandonne ses habitudes de langage, il devient plus inventif, il est comme davantage au contact de lui-même. Une série de petits faits vrais font voir les aspects tragiques et parfois cocasses d'une énorme pagaille où le seul ordre existant est celui des polices à l'affût.

Les caractères apparaissent dans leur vérité. Dans le récit plein de pudeur qu'il fait de ce moment de l'histoire, P.-A. Cousteau en profite pour apparaître également comme un écrivain plein de talent.

On souhaite vivement qu'il se fasse, sur ce plan de la découverte de soi, de plus en plus franchement confiance.

Bernard VORGE.

JACQUES SOUSTELLE : « *Le drame algérien et la décadence française. — Réponse à Raymond Aron* » (Ed. Plon).

Raymond Aron a publié, il y a environ un mois, un petit livre sons de trompe comme un livre insolite qui devait secouer les colonnes du temple. C'était en effet un livre insolite, auquel il était difficile de s'attendre de la part de son auteur. Non pas d'ailleurs en raison du fond — il nous avait préparé dans son précédent ouvrage « Espoir et peur du siècle » — mais en raison de sa forme et de sa méthode. Celui qui avait écrit « il n'y a pas en politique de solutions évidentes » se mettait à trancher sur un ton de polémique et de mépris qui laissait croire qu'il jugeait sa solution comme toute évidente ; celui qui avait démonté les mécanismes du fatalisme historique commençait à y sacrifier pour son propre compte.

En un mot, Raymond Aron, armé d'un grand livre de comptes, démontrait que l'Algérie coûtait cher à défendre, qu'elle coûterait toujours cher, que d'ailleurs l'Histoire était contre nous et qu'il fallait donc regarder les réalités en face, ne plus s'entêter pour une question de gloriole et s'en aller.

Jacques Soustelle, qui est resté fidèle à la promesse donnée lors de son départ d'Alger, a très rapidement écrit ce petit livre qui est une réponse à Raymond Aron. L'on sent d'ailleurs que le livre a été écrit très vite, dans la passion de la découverte. Les idées sont notées au fur et à mesure, c'est un peu le carnet des notes prises au cours de la lecture.

Jacques Soustelle a eu raison d'attacher de l'importance au livre d'Aron. Il y avait une Nouvelle Gauche, il peut y avoir une Nouvelle Droite. « L'une ou l'autre, écrit-il, reflètent le désarroi d'un pays sans Etat ; l'une et l'autre, pitoyablement, expriment l'acceptation d'une décadence jugée sans remède ». Les affirmations d'Aron rejoignent d'ailleurs les préoccupations d'une partie du patronat qui trouve que cela lui a déjà coûté trop cher !

Jacques Soustelle démonte les postulats non formulés sur lesquels repose le livre d'Aron : la vérité est toujours anti-française — les

nationalismes arabes sont toujours vainqueurs — le nationalisme français est fol amour-propre — nous avons mauvaise conscience. Il étudie chacun de ces postulats, montre qu'ils ne reposent en fait sur rien, que sur la passion de celui qui les pose, victime à son tour des tabous d'une pensée facile. Il note avec raison combien il est curieux de voir Aron, habituellementt si pondéré, s'enflammer tout-à-coup : « De loin en loin, pourtant, un cri trahit la passion : sombre passion de celui qui croit à la décadence irrémédiable de son pays. Comme il se dresse contre nous qui espérons encore » Oui, c'est cela qui est curieux : il ne note pas avec tristesse une nécessité, *il veut* l'abandon, il est plein de fureur contre ceux qui le refusent !

Soustelle rétablit la vérité. Il montre, d'un point de vue plus général, comment la vie des peuples est faite d'obstacles insurmontables — insurmontables à la lâcheté. Ce ne sont pas les comptes qui déterminent une politique parce que la politique est précisément le domaine de la volonté, de la *décision sur le destin,* où se retournent les chiffres. On ne décide pas du sort d'une province sur son bilan annuel !

La seule question que l'on pourrait valablement poser est celle de la capacité ou non de ce régime de défendre l'Algérie. Raymond Aron ni Jacques Soustelle ne l'abordent vraiment. Il faudra le faire un jour. Mais en attendant il faut lire le petit livre de Jacques Soustelle.

Bernard VORGE.

BENOIST-MÉCHIN : « *Retour à Marcel Proust* » (Ed. Pierre Amiot).

Il est difficile d'imaginer un grand homme d'Etat qui n'aurait pas de recul devant son action, sans autres dimensions que celles de sa propre action. C'est si vrai que même les petits ont souvent attentivement veillé à cet alibi *intellectuel* de leur vie. C'est alors la hideuse pensée décorative : que l'on songe par exemple à l'importance du bel-esprit universitaire dans la carrière d'Edouard Herriot !

Rien de décoratif chez Jacques Benoist-Méchin : chez lui c'est l'intelligence seule qui crée le recul.

Pierre Amiot lui ayant demandé de rééditer une étude sur la musique dans l'œuvre de Marcel Proust, Benoist-Méchin voulut relire l'œuvre qu'il avait écrite il y a 22 ans. Et pour cela il relut l'œuvre

de Proust. Triple confrontation proustienne d'où est sorti l'ouvrage qu'il nous donne aujourd'hui : confrontation d'une lecture de Proust aujourd'hui avec les impressions laissées par une première lecture faite à l'âge de l'adolescence, confrontation d'une œuvre écrite autrefois par soi-même et relue pour la première fois depuis la parution, confrontation enfin de sa vie avec elle-même à travers ces relectures : qu'est-ce que le temps a préservé, qu'est-ce qu'il a aboli, suis-je le même à travers tant d'années ? Et Benoist-Méchin a ajouté à son œuvre d'autrefois une importante post-face dans laquelle il nous relate les pensées que lui ont suggérées cette rencontre de couches différentes du temps et les lueurs qu'elle lui a apportées sur sa vie.

Qu'il parle de politique, d'histoire ou de littérature, Jacques Benoist-Méchin a toujours le même accent qui ne trompe pas, celui de la *pensée éprouvée*. Il ne jongle pas avec les idées, il a une mesure intérieure pour en juger le poids, c'est lui-même et ce que lui a apporté la vie. Il écrit : « A travers toutes ces vicissitudes le souvenir de Proust m'a accompagné à mon insu ». Voilà à la fois l'unité d'une vie et son recul ! C'est la conscience la plus lucide.

Il me disait un jour : « Aussi loin que je remonte, je retrouve toujours en moi une sorte de rage intérieure devant un monde trop étroit, et un désir, celui de rompre la prison de la solitude essentielle. J'ai cru longtemps que c'était par la création littéraire que l'on pouvait y parvenir, mais j'ai su ensuite que c'était bien plutôt dans l'action politique. C'est là que j'ai connu ce qu'est la communion d'une équipe ». C'est bien et c'est beau — cela témoigne d'une magnifique exigence artistique, et cela situe tout de suite l'action politique à un autre plan que celui où l'on a l'habitude de la voir placée. C'est à peu près cette découverte de l'action qu'il nous conte sous une autre forme dans la post-face. Et cela est passionnant parce que cela reste parfaitement conscient et réfléchi. Et cela reste aussi parfaitement proustien parce qu'il nous donne l'aspect romanesque de sa curiosité pour Proust d'autrefois et de l'abandon de son souci littéraire. Il nous conte admirablement une visite à Marcel Proust et le fond de décor allemand à toute cette période de sa vie. Les pages sont inoubliables, dans lesquelles il nous fait assister à une représentation des *Maîtres chanteurs de Nuremberg* à Mayence, quelques heures avant la réoccupation de la Ruhr par les troupes françaises !

Cela force d'ailleurs à penser que Benoist-Méchin commet sa seule erreur lorsqu'il parle de l'étroitesse de préoccupations des personnages de Proust. En fait leurs propos sont des prétextes, ils sont tous habilités par l'expérience du temps, et cela ce n'est pas étroit, tout y est contenu, Benoist-Méchin contribue lui-même à nous le montrer.

Mais il a raison quand il nous montre combien le monde actuel a modifié les conditions de l'expérience, comment il est difficile de maintenir un monde intérieur stable devant les sollicitations si violentes d'une histoire accélérée. Et il a raison encore quand il nous parle de son inépuisable curiosité devant l'avenir — « cet avenir vers lequel s'élancent déjà de nouvelles générations, les yeux écarquillés par la fureur de vivre... ».

On n'arrêterait pas de citer. En réalité il faut lire et relire l'essai et la post-face qui témoignent d'une si merveilleuse conscience de soi à la fois dans la critique et dans l'action : il s'agit d'un très beau livre d'un des esprits les plus rigoureux, les plus subtils et les plus *vrais* de notre époque.

Bernard VORGE.

Les Livres étrangers.

« *L'Histoire de Pearl Harbour* » : Walter Lord : *Day of Infamy.*

Le drame de Pearl-Harbour a fait l'objet d'un assez grand nombre de commissions d'enquête et de livres pour que les causes et les péripéties en soient fixées pour les gens de bonne foi. Tous ceux qui, en Amérique, ne se refusent pas à l'évidence savent, aujourd'hui, que l'amirauté des Etats-Unis s'était procurée le code secret japonais et que le Président Roosevelt n'ignorait rien des instructions données aux diplomates et aux marins nippons. Longtemps à l'avance, il savait que, lassés par ses procédés dilatoires, les Japonais se préparaient à une attaque brusquée de Pearl-Harbour. Néanmoins, il laissa l'amiral Kimmel dans l'ignorance de ce projet dans le secret espoir que les Japonais, encouragés par l'insouciance américaine, se jetteraient dans l'aventure et lui retireraient le souci de demander des crédits au Congrès pour déclarer la guerre.

Il a été servi à souhait, mais l'absence totale des précautions d'usage a tout de même coûté très cher en hommes et en bateaux ; les Japonais ont été maîtres du Pacifique pendant de longs mois et l'orgueil américain a souffert.

Les preuves formelles de l'organisation de ce traquenard ont été apportées par Frédéric Sanborn, le professeur Charles Callan Tansill, George Morgenstern, l'amiral Kimmel et l'amiral Théobald. Leurs ouvrages ont écrasé Roosevelt et ses complices, le général Marshall en particulier.

Espérant que le temps a commencé à jeter le manteau de l'oubli sur toutes ces œuvres, Walter Lord récrit à sa façon l'histoire de Pearl-Harbour, Afin d'innocenter le Président Roosevelt, il ne cite aucun nom gênant ; il ne paraît pas savoir que la marine américaine avait brisé le secret du code japonais, qu'avec une habileté devant laquelle on ne peut que s'incliner, elle avait reconstitué la machine grâce à laquelle les dépêches pouvaient être remises en clair ; il ne s'inquiète pas de la distribution dans des services américains et anglais de plusieurs exemplaires de cette machine dont seul l'amiral Kimmel, principal intéressé cependant, ignora l'existence. Bref, tout au long de son ouvrage, il évite de se montrer curieux, ce qui est pourtant le devoir d'un historien, et s'efforce de laisser ses lecteurs sous l'impression que les Japonais ont été bien perfides et les Américains naturellement confiants. Mais il ne convaincra personne et si quelques revues mettent son livre en pièces comme l'a fait George Morgenstern à *Human Events,* il aura donné un coup d'épée dans l'eau, à moins que son livre ne soit traduit à l'étranger et n'y fasse l'objet d'une grosse propagande.

G. O.

Libres propos littéraires

par Albert PARAZ

" D'un château l'autre "
et CÉLINE

Tous les journaux littéraires parlent de son nouveau livre. Ses ennemis disent qu'il l'ont lu avec ennui, avec répugnance. Ils n'ont pas peur du ridicule. Ils le disaient déjà au temps du **Voyage.** Et ses ennemis ne sont nullement classés dans un seul camp politique. On en compte autant de chaque côté.

Il est toujours plaisant d'entendre une pécore vous dire qu'elle n'a pas pu lire ça, que le livre lui tombait des mains tellement c'est plein de saletés. Vous pouvez risquer un pari et lui faire lire debout, **le Voyage,** en la priant de s'asseoir quand elle trouvera quelque chose de grossier. Avec un peu de chance, elle tournera de l'œil, d'épuisement.

Arts a demandé à des écrivains si Céline a eu de l'influence sur son époque et s'ils l'avaient subie, eux. Certainement, ont-ils répondu, une influence énorme, mais « pas sur moi. Moi, je n'ai rien subi du tout. »

C'est bien ce qu'on leur reproche.

Dutourd, Vailland, Françoise Sagan ont plutôt subi l'influence de Delly. Il n'y a pas de honte, mais il vaut mieux l'avouer.

Pourquoi tant de haine pour un homme qui, de toute évidence, honorera la littérature de son pays et de son siècle ?

Certains disent que c'est à cause du **Voyage,** d'autres que c'est pour **Bagatelles.** C'est faire énormément d'honneur au Livre que de le croire capable de remuer le monde à ce point.

En vérité, sa peinture des Juifs, dans **Bagatelles,** était tellement outrée qu'elle emplissait les Juifs d'orgueil. Il doit bien rester plus de mille témoins (une belle émission pour Gillois) qui se rappellent une soirée au Club du Faubourg, consacrée à **Bagatelles,** où le vieux Rappoport, des larmes d'orgueil dans les yeux, lisait à haute voix : « Quinze millions de Juifs enc... cinq cents millions d'Aryens ! » applaudi par tous les fourreurs du IIIe.

Avant 39, les Juifs un peu raffinés se passionnaient pour **Bagatelles** et comprenaient que Céline faisait une tentative désespérée, à lui seul, pour arrêter la guerre qui allait précisément faire déporter les Juifs.

Un Israélite, le metteur en scène de **l'Arche de Noé,** fit toute **la campagne d'Afrique du Tchad à Bir-Hakeim avec, dans son barda, Bagatelles, qu'il lisait à ses copains avec admiration.**

A partir de 40, quand Paris fut occupé — ce que Céline avait voulu éviter — il refusa de servir la propagande allemande et de quitter son dispensaire de banlieue. Le tableau de la faim, du froid et de la misère des vieillards dans **les Beaux Draps** est ce qui a été écrit de plus féroce contre les rigueurs de l'occupation. Si les gaullistes avaient eu à Londres un seul homme intelligent, ils l'auraient lu tous les jours à la B.B.C.

Il faudrait établir ici un point d'histoire. Céline figurait sur la liste noire par laquelle des écrivains aussi patriotes qu'Aragon et Sartre vouaient au mépris public Béraud, Brasillach, Drieu La Rochelle, Maurras, Chateaubriant. Ceux-là sont morts mais d'autres comme Benoist-Méchin, Giono, Montherlant, Jouhandeau et Morand ont fait depuis plusieurs années déjà la brillante rentrée que l'on sait.

Céline, lui, est resté à l'index.

Il lui aurait sans doute suffi de consentir à recevoir la presse et à écrire quelquechose qui ne fasse pas allusion aux canailleries de l'épuration pour redevenir aussi célèbre qu'il le fut autrefois, et pour que toutes les précieuses du monde le proposent pour le Nobel.

Ce n'est pas une affirmation en l'air. En voici les preuves. D'abord à propos de ses derniers livres, les appels désespérés de Robert Kemp, autre évêque Cauchon : « Ah, s'il consentait à ne pas toujours nous parler des excès de l'épuration, comme nous le fêterions. » et pour **Normance,** « s'il voulait bien **abjurer ses erreurs,** comme on serait heureux de mettre à sa **vraie** place son fulgurant génie, sa vision apocalyptique, **son œuvre** aussi importante que celle de Dostoïevski, etc... »

Or, précisément, depuis qu'il a eu le droit d'écrire, dès qu'il sortit de sa prison du Danemark, il tonna contre l'infamie des libérateurs.

Dans le **Gala des Vaches,** il publia **l'Agité du Bocal,** un pamphlet violent qui réjouit au fond des prisons les purs qui le méprisent aujourd'hui.

Dans **Valsez Saucisses,** livre qui devait paraître au moment de son procès, il hurlait contre les épurateurs qui assassinaient encore deux ou trois collaborateurs par semaine au fort de Montrouge en 1949. « **Quel acharnement chez les chacals.** » « **A l'agonie, on trouvera qu'on râle mal.** » « Ce peuple me **veut en corrida.** »

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, à lire certains articles d'aujourd'hui, ces titres visaient exclusivement les juges

résistants. Sans parler de son étonnant poème sur un correspondant de **France-Dimanche** :

« Ce toupet — cette arrogance —
« ce sans-gêne — cette muflerie —
« mal élevés voilà : mal élevés...
« A peine ils sont entrés
« dans la chambre
« ils chi... dans les rideaux,
« vous f... en bas du page,
« b... votre femme, la bonne,
« enc... le chien,
« bouffent le perroquet,
« signent vos lettres à votre place,
« vous font assassiner
« par vos propres enfants —
« C'est l'infini, c'est l'Hystérie,
« C'est la démence-coucou
« c'est le Diable.

« Ils rendraient
« l'ange Gabriel enragé —
« sans pudeur, sans mesure,
« menteurs, imposteurs effrénés... fous —
« ils ne veulent pas l'Hospitalité
« ils veulent vous couper la tête
« et vous manger la cervelle —
« c'est grave. »

Qu'un homme qui, au moment de son procès fait publier cela, soit accusé de lâcheté, d'être une lavette, de baisser son froc devant Mendès, de se déballonner, de trahir ses frères, et qu'une accusation aussi hystérique trouve un écho, ce n'est même pas croyable.

En vérité, Céline ne cède jamais. Il y a d'autant plus de mérite qu'il est naturellement porté à la panique. Seul un paresseux a du mérite à travailler, un peureux à être héroïque.

Il est Bardamu, ce frère de Panurge, qui déjà dans **le Voyage**, sur **l'Amiral Bragueton,** avait prévu qu'il serait traqué. « Quand tout un peuple vous veut torturer à mort, discuter ne sert à rien, y échapper suffit au sage. »

Céline est un voyant. Il n'avait aucune raison, alors qu'il était le plus fêté, le plus célèbre des écrivains du monde, de prévoir qu'un jour il serait le plus traqué des hommes.

Dans **Bagatelles,** alors que tous les antifascistes poussaient au casse-pipe, il nous montrait les tanks allemands dans les Ardennes.

En 1951, quand il quitta le Danemark, Céline refusa de recevoir la presse mondiale. Il avait pris l'avion pour Nice. Les journalistes qui le suivaient à la trace, crurent qu'il était à Vence, chez moi, parce que le **Gala des Vaches** venait de paraître.

Ils étaient 16 — c'est-à-dire 32, ils vont par deux — sur la place de Vence. Céline n'a pas voulu les voir et s'est enfui en faisant jurer de ne pas donner son adresse.

Le reporter de **Match,** Walter Carone, un héros qui s'était illustré en nageant 100 mètres dans un égout pour photographier Pétain sur son lit de mort, offrit 25.000 puis 50.000 fr. à mon infirmière pour avoir l'adresse. Elle refusa. Céline avait été trop formel.

Pourtant, ils insistaient : « On lui fera une renommée mon-
« diale, entre Schweitzer et Einstein. Il a une tête pour photo-
« graphes. Six chiens et douze chats, une femme danseuse,
« c'est un sujet pour nous. Ce qu'il a écrit, on s'en tape, nous
« on sent l'homme de poids, pour première page de **Time,** en
« couleurs. Non ? »

C'était non. J'insistai auprès de Céline, qui resta intraitable. Il comprenait qu'il devait les recevoir tous ou aucun. Pendant sept ans, il n'en reçut aucun. Sept ans de réflexion, ça prouve du caractère.

Pendant ce temps, il a écrit **Féérie pour une autre fois** et **Normance,** des livres difficiles, moins une peinture de Montmartre bombardée hier qu'une vision des catastrophes à venir.

Et puis voilà, il cède aux instances de Paulhan, écrire un livre pour le public, que Gallimard lancera à condition que Céline consente à recevoir les journalistes. Il accepte. Et la première interview qu'il donne — où il ne renie rien — ses amis la lui reprochent, sans avoir lu le livre.

Dans son livre, ses têtes de Turc sont, de toute évidence, les épurateurs qu'il peint de couleurs crues. Va-t-il changer de palette pour les P.P.F. et miliciens, les voir en rose avec de petites ailes d'ange ? Ce serait Goya qui, dans ses eaux-fortes des **Désastres de la Guerre,** dessinerait les Espagnols au pastel. Mais non, Goya donne à ses Espagnols la même gueule qu'aux Français.

Il faudrait écrire une longue étude sur l'atroce persistance des haines après les guerres civiles. Sans remonter à Néron, voir Henri IV assassiné après l'Edit de Nantes, les suites de la Fronde jusque dans **Cinna, Polyeucte** et le **Misanthrope,** le XIXe siècle divisé en jacobins et royalistes.

Céline montre la férocité de l'épuration communiste, mais, en passant, observe que les gens de droite n'étaient pas unis

comme un seul homme, qu'ils avaient entre eux mille divergences, religieuses, éthiques, politiques. Fallait-il le cacher ? S'obstiner dans la pieuse illusion de la montrer unie, c'est la rétrécir aux dimensions d'une secte alors qu'elle est vivante et éternelle.

Reprocher à Céline ses outrances ou son indépendance devant tous les tabous, est d'une naïveté d'enfant de chœur. Son style a ce que le docteur Voivenel, parlant de Rabelais, appelle « le cynisme des délicats ».

On ne voit pas Céline, pas plus que Rabelais, parler comme Mauriac de son cœur saignant, des idées généreuses jaillies de la « conscience universelle » ou reporter comme Claudel le même éloge d'un général chef d'Etat à l'autre.

Dans **La Nation Française,** Michel Vivier dit que Céline loue la sincérité de Laval, son amour vrai de la paix, son patriotisme certain.

« Céline parle avec mesure, tact et une très libre ironie, des « privilégiés du Château, des chefs de partis, de leurs rivalités. « Pourtant, il ne noircit pas à plaisir le tableau et ne fait point « de littérature sur le dos de ses compagnons d'infortune », écrit Michel Vivier.

Relisez avec soin cette citation. Elle dément mot pour mot, les insinuations des Morvan-Lebesque qui voudraient bien faire croire le contraire Elle est tirée du journal qui a pris la suite de **l'Action Française,** que tout devrait éloigner de Céline.

Pour celui-ci en effet, le chef d'Etat « c'est un con et je l'emmerde ». Ce sont les anarchistes et non les royalistes qui devraient en faire leur prophète. Aussi, lorsque Céline parle de Pétain avec un attendrissement retenu, son jugement mesuré prend plus de valeur que les éloges vibrants. C'est le triomphe de la litote : **« Je peux en parler à mon aise puisqu'il me détestait, Pétain fut notre dernier roi de France. La stature, « la majesté, tout... et il y croyait. A soixante-dix ans et mèche, « promu souverain, qui qui résisterait ? »**

On ne peut que plaindre ceux qui ne voient là que de la haine et du mépris.

A propos de " PATROUILLE DE CHOC "...

La guerre d'Indochine ou l'encerclement par la peur

Il est sorti récemment un film sur un sujet bien vieillot et déjà bien enterré: la guerre d'Indochine. On a pourtant parlé, discuté, bataillé autour de ce film, « Patrouille de choc », qui est aussi le premier sur ce thème. Et c'est justice car le film est intéressant. On peut bien sûr critiquer la technique du jeune réalisateur dont c'est la première tentative, mais c'est quelque peu faire diversion devant son intention déclarée de se tenir à mi-chemin du témoignage et de la création et surtout devant l'importance du sujet.

Celui-ci c'est la guerre d'Indochine sur sa fin, à un moment où l'on ne tenait plus l'ensemble du pays, c'est donc la vie des postes isolés, encerclés par la vague de peur, *par les esprits terrorisés.* Dans la région où se déroule l'action, un poste est déjà tombé un beau matin. Le commandement du poste voisin tente de réagir, crée un commando vietnamien qui intervient dans les villages, ouvre un marché, lance un pont, crée une école. L'isolement semble rompu, le contact avec la population est repris, la peur recule. Mais le commandement viet-minh comprend que la région risque de lui échapper. Le commando tombe dans une embuscade et est anéanti, le chef de village qui a accepté de recevoir les Français est égorgé une nuit, le pont détruit, le maître d'école grièvement blessé et l'école brûlée, le marché rendu impraticable. La peur règne à nouveau, tout contact avec la population perdu. Une nuit le poste est attaqué et il succombe, dit une version, la colonne de secours arrive à l'extrême limite de la résistance, dit une autre version revue par la censure.

Cela, c'est le film. Ce n'est pas une interprétation de la guerre d'Indochine donnée à propos du film. C'est le film tel qu'on le voit : le mécanisme du terrorisme et de la peur. Et il possède souvent une force réelle. Les acteurs amateurs ne disent pas très juste, mais le sentiment du danger, du risque perpétuel, de la peur diffuse est admirablement rendu. La sentinelle de nuit, aux nerfs usés, n'en peut plus d'épier la nuit, d'entendre des craquements, d'imaginer tout proches ces petits soldats aux mille ruses. Et les visages fermés dans le village en proie à la peur... tout ceci est admirable.

Et susceptible, si l'on veut, de beaucoup d'analyses et de réflexions ! Or l'on n'eut que des clameurs ! Prenant prétexte d'une intervention de la censure faisant d'une « Patrouille du désespoir » une « Patrouille de choc » et modifiant les dernières images, une série de beaux esprits se voilèrent la face : « Comment, mais ils voudraient peut-être nous faire croire que l'on a gagné cette guerre ! En fait c'est l'absurdité de la guerre, de cette guerre en particulier que l'on nous montre. Ah ces militaires, là au moins, ils en prennent pour leur grade ! »

Que le goût de *se sentir* intelligent peut faire dire de bêtises ! Quel étrange *goût de soi* peut faire tenir des propos si burlesques et si loin de ce que *l'on voit !* Car enfin le film nous montre — que ce soit vrai ou faux, c'est une autre question — que le village était au fond indifférent et prêt à se rallier : la vie a en fait repris lorsque quelques-uns, quelques-uns seulement, quelques fanatiques détruisent méthodiquement la paix. Ce n'était pas la vraie paix, dites-vous ? Ah mais cela c'est une thèse, ce n'est plus le seul et beau et si flatteur pacifisme.

Guerre inutile ? peut-être, mais les populations catholiques déportées des Evêchés lui donnaient peut-être aussi un sens pacifiste ! Guerre perdue ? sûrement, mais il y a eu d'autres fausses victoires plus gravement truquées que dans un film, que vous dénoncez avec moins de vigueur !

Les militaires ? Mais il sont parfaitement dépeints dans ce film que vous approuvez, courageux malgré

leur désarroi. Si la guerre était inutile, c'est la seule responsabilité de civils de l'avoir continuée, et des civils qui sont vos amis.

Alors ? Il faudrait tout de même savoir de quoi on parle et ne pas applaudir trop fort au nom du pacifisme un film qui décrit si bien le mécanisme du terrorisme. Il faudrait savoir si l'on applaudit la fin de la peur, ou la description de la peur, ou peut-être même au bout du compte la peur elle-même.

Bernard VORGE.

DOCUMENT :

La mort de Dresde

Les puissances occidentales avaient engagé le dernier assaut. Le général Eisenhower écrit dans son livre « Invasion » à la page 219 : « *Clarion* devait être la plus puissante attaque aérienne qui ait été menée jusque là. Presque 9.000 avions, qui partaient d'Angleterre, de France, de Hollande, de Belgique et d'Italie, participèrent à cette gigantesque opération qui s'étendit sur un espace de 600.000 km2 depuis Emden jusqu'à Berlin, Dresde et Vienne. »

Dresde n'est mentionné là qu'en un mot. Six lettres... Dresde ! Mais derrière ce seul mot parmi des centaines de milliers d'autres, que se cache-t-il donc ?

Il était environ 21 heures.

Soudain la musique cessa. L'indicatif commença à cliqueter à la radio. Les auditeurs se regardèrent étonnés. Sans aucune transition l'indicatif ? Qu'est-ce que cela pouvait signifier ? On retenait son souffle. Les sirènes hurlèrent. Pleine alarme ! En même temps on entendit à la radio un halètement, puis une voix précipitée : « Attention ! Attention ! Des formations aériennes de combat... »

Le reste était déjà inintelligible. Le speaker semblait déjà affolé. La voix des sirènes montait et descendait sans interruption.

L'horloge de la *Frauenkirche* marquait 21 h. 35. L'enfer se déchaîna. La terre trembla. Les bombes explosèrent, couvrant le bruit des moteurs. L'ouragan se rapprochait toujours. On entendait le sifflement des bombes dans l'intervalle des explosions. Puis ce fut la mort. Sans ménagement, sans pitié. Sur les hommes, sur tous les êtres vivants, sur toutes les créatures de Dieu, s'écrasaient les charges meurtrières. Chaque pression sur le levier à l'intérieur d'un bombardier signifiait en réalité la mort. La folie de la guerre aérienne trouvait sa plus belle fête — la folie de la guerre en général.

Une explosion fit sauter les portes de la cave. La clarté du jour de l'extérieur envahit l'étroit local plongé dans l'ombre. Un homme, qui tenait étroitement enlacés sa femme et son enfant, fut jeté à terre par le souffle de la déflagration. Une femme hurlait hystériquement : « Mais éteignez !

bon dieu, éteignez ! vous voyez bien qu'ils tirent sur nous ! » Soudain ce fut le silence. Les cœurs battaient à se rompre. Ça bourdonnait aux oreilles. Quelques secondes étaient devenues une éternité pour ces pauvres êtres.

L'enfer reprit. C'était plus qu'un homme peut en supporter. Les bombes éclataient plus près, semant la mort. Le *tapis de bombes* se déroulait maintenant comme un linceul.

« Maman ! Maman ! Au secours ! » Une voix de femme chevrotante s'élevait au milieu du fracas des bombes qui couvraient la ville, ininterrompues, comme un tapis. La terre tremblait.

« Notre Père, qui êtes aux cieux » quelqu'un commençait à prier. « Au secours ! » hurlait un autre d'une voix affolée. On entendait des mots hâchés entre les recrudescences d'explosions « — et pardonnez-nous nos offenses » sst... boum... sts ! — « ... comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés ! »

« Laisse-moi ! Je veux sortir de là ! » criait un territorial, qui devait être un permissionnaire. « Reste ici, Hermann, je t'en prie, reste ici » se lamentait sa femme. « Merci bien, je ne veux pas être pris ici au piège comme une souris, ni brûler, ni être enterré. Il vaut encore mieux être dehors. » Ses bottes sonnaient dans les marches de l'escalier. Il traînait sa femme derrière lui. Des débris de verre craquaient sous ses pas. Il redévala rapidement l'escalier. A mi-hauteur il cria : « La maison brûle, toutes les maisons brûlent. Vite, tout le monde dehors, avant qu'il ne soit trop tard ! »

Tous se précipitèrent vers la sortie. Cinq ou six atteignirent la porte en même temps. Ils se battirent pour aller de l'avant. Sans égard pour les autres. Les hommes grondaient, les femmes criaient, les enfants pleuraient. Un chien hurlait. Dans le bruit général, personne ne fit attention à une nouvelle attaque. Une explosion, plus forte que toutes les précédentes, fit trembler la terre. Des verres, qui se trouvaient encore quelque part sur une étagère, éclatèrent au sol.

C'était la troisième vague de bombardiers dans l'espace de quelques minutes, et beaucoup de douzaines d'autres passèrent encore sur Dresde.

Durant 40 minutes — presque trois quarts d'heure — les bombent plurent sur une ville non défendue. Escadrilles sur escadrilles ouvrirent leurs soutes à bombes et déversèrent la mort.

40 minutes, attaque sur attaque sans interruption ! 40 minutes, morts et tuerie ! 40 minutes, désespoir et angoisse. 40 minutes entre la vie et la mort !

Plus d'un million d'hommes durent supporter cela pendant 40 minutes. Puis ils quittèrent la cave en chancelant. Ces 40 minutes avaient été pour eux une éternité.

Chaque maison était transformée en torche. Les poutres brûlaient, des maisons, qui étaient là il y avait encore une heure, n'existaient plus. Un coup au but ! Liquidée ! Finie !

Cent mètres plus loin commençaient de grands immeubles. Ils flambaient du rez-de-chaussée au toit sur six étages. Comme les étincelles bleues d'une lampe à souder, les flammes se rejoignaient au milieu de la rue.

Quelques hommes sortaient en titubant de cette fournaise. Des torches enflammées. Ils criaient comme seuls des hommes dans cet état peuvent crier. Ils se précipitaient ensemble, s'étouffaient. Toujours de nouveaux arrivaient et aucun ne sauva sa vie. Etaient-ce des femmes, des vieillards, des enfants, des hommes ? Personne ne pouvait le dire. Les torches vivantes brûlaient, criaient, couraient, étouffaient et se consumaient.

Les rues ressemblaient à un paysage lunaire. Cratère sur cratère. Au plus il jaillissait une fontaine d'une canalisation d'eau crevée. Les rues étaient jonchées de cadavres, des torses pendaient dans des arbres décapités. Des voitures renversées. Des cadavres de chevaux dans des entonnoirs de bombes.

Des êtres criaient. L'un courut — comme en proie à un délire — dans une maison en feu qui s'effondra sur lui.

Que valait encore à cet heure une vie humaine ? Rien, absolument rien !

La tempête attisa le feu. Les flammes couraient à grand bruit. Des milliards de brandons tournoyaient dans l'air.

∴

Le palais des expositions avec ses énormes halls au bord du parc était bourré de réfugiés. Il n'y avait ni abri bétonné ni tranchée, pas même une cave. Les bombes sifflaient à travers les minces toitures et déchiraient les corps. Des bombes incendiaires explosaient au contact des sols de ciment et crachaient le feu. De grosses bombonnes, pleines de phosphore, éclataient au milieu des pauvres gens, qui, à peine touchés par des éclaboussures, étaient aussitôt en flammes.

L'enfer ouvrait son gouffre. Les couches de paille et de foin des réfugiés brûlaient. Devant la mort tous se précipitèrent aux issues. La foule humaine se compressa de plus en plus. Personne ne put plus ni avancer ni reculer.

Les bombes tombaient impitoyablement à chaque nouvelle vague. Tous les coups étaient au but.

Jamais n'ont été tués d'êtres plus dénués de défense.

Dans la cave du 40 de la Carlowitzstrasse se trouvaient également quelques personnes. Lorsque les bombes tombèrent, un énorme engin de 500 kilos traversa en siffant tout l'immeuble jusqu'à la cave, déchiqueta quelques personnes et resta là sans éclater.

Tout le monde remonta précipitamment, affolés par l'énorme bombe. L'asphalte brûlait. Le fleuve de feu les rejeta en arrière. Ceux qui arrivaient derrière les poussèrent. Certains prenaient feu. Derrière eux la mort, devant eux la mort.

En face, un immeuble de six étages en briques était écrasé par les bombes. Dans une seule cave de la Carlowitzstrasse, au coin de la Tischerstrasse, 92 personnes furent réduits en bouillie.

Des foules s'étaient réfugiées sur les berges de l'Elbe. Des dizaines de milliers dans les grands parcs. Dans l'océan de feu de 28 millions de mètres carrés ces grandes surfaces vertes apparaissaient comme des oasis. Visibles d'en haut, ces endroits avaient été épargnés par le premier assaut.

Ils reçurent les plus lourdes bombes ! En piqué, les armes de bord tiraient dans la masse des corps. Chaque maison qui ne brûlait pas encore ou n'était pas écrasée fut individuellement attaquée.

∴

Avec prévoyance le directeur de la lutte contre le feu avait disséminé les colonnes de secours, renforcé les équipes à Neustadt et à Striesen, et attribué des gardes spéciales à la protection de quelques bâtiments d'une valeur culturelle irremplaçable. Lorsque les bombes tombèrent et que tout le monde alla aux abris, les équipes de pompiers sautèrent dans les voitures. Comme l'éclair, et selon l'exercice déjà mille fois répété, les voitures rouges avec les tuyaux roulèrent vers les foyers d'incendie et les pompes entrèrent en action. Déjà les tuyaux se remplissaient et l'eau jaillissait.

Les hommes accomplissaient ainsi courageusement leur devoir. Des bombes déchiquetèrent les hommes et les tuyaux.

L'eau se teinta de sang rouge mais les survivants restèrent à leur poste.

D'autres équipes partirent pendant l'attaque même à travers les rues en feu. Toute la population était dans les caves. Certains devaient quitter des immeubles dont le rez-de-chaussée brûlait déjà. La chaleur intenable les jetait dehors.

Le feu roussissait leurs cheveux. Ils couraient le long des trottoirs. Ici une robe prenait feu, là un manteau. Une odeur écœurante de chair brûlée se répandait. Les flammes dévoraient les vêtements, attaquaient l'une après l'autre les parties du corps, jusqu'à ce que la victime gise absolument nue. La chaleur rôtissait ensuite les corps, du brun clair au noir foncé.

Deux équipes de pompiers se hâtaient l'une derrière l'autre dans la Wilsdrufferstrasse. Les hommes ne trouvèrent qu'une fournaise en feu. A droite et à gauche les flammes sortaient des magasins et des entrepôts. Toute la rue était comme un fleuve de feu. Les rails du tramway étaient portés au rouge, les fils du téléphone pendaient arrachés.

Les deux convois ne purent aller loin sur le fleuve d'asphalte en feu. Les pneus éclatèrent. Les masques contre la fumée ne protégeaient plus les hommes contre l'étouffement.

Lentement les voitures avancèrent encore sur les pneus à plat, tandis qu'un pompier après l'autre mourait pendant le trajet. Quelques-uns sautèrent des voitures. L'asphalte à peine touchée, ils étaient en flammes et carbonisaient en rougeoyant. Les moteurs tournaient encore.

∴

Il y avait à Dresde de nombreux hôpitaux militaires. Beaucoup d'édifices avaient été transformés en hôpitaux. De gigantesques croix rouges couvraient les toits. C'est la présence de ces hôpitaux qui faisait dire communément que Dresde ne serait jamais bombardé. Mais les bombes et les bombonnes de phosphore ne distinguaient pas usines, immeubles d'habitation, hôpitaux. Elles explosaient où elles tombaient. Aucun hôpital ne fut épargné.

∴

Les vagues de bombardiers d'assaut revenaient sans interruption sur la ville, sur la gare et sur les êtres. Les bâtiments de la Wiener Platz, devant la gare centrale étaient en flammes, les hôtels derrière la gare de même. La Prager-

strasse, la très animée rue commerçante de Dresde, attenant à l'angle droit de la gare, était une seule mer de flammes. Une lueur d'incendie signalait le puissant immeuble de la Direction des chemins de fer Wienerstrasse. Qui fuyait de la gare se voyait aussitôt encerclé d'un océan de feu.

Des scènes indicibles se déroulaient dans les sous-sol où se trouvait le buffet de la gare. Des centaines de personnes cherchaient là protection. Elles étaient de plus en plus serrées. On se tenait coude au corps. Le sol, les murs, le toit tremblaient sous l'explosion des bombes. La coupole géante du hall principal s'effondra dans un bruit de tonnerre. Fumée et vapeur d'essence pénétrèrent dans les locaux du buffet. Une panique éclata. Immédiatement les issues furent bloquées. Des scènes horribles eurent lieu sous l'effet de la peur de mourir. Des soldats tentèrent de dégager par la force les issues. Ils n'y parvinrent pas.

Ils prirent un dernier moyen terrible et désespéré, ils mirent la main à leurs armes et tirèrent sur la foule devenue enragée. Là seulement on dénombra 880 morts.

Quiconque tombait brûlait dans l'instant au seul contact de l'asphalte. La fin était alors rapide. Mais les gens ne se consumaient pas totalement en cendres. Ils rapetissaient et se recroquevillaient toujours davantage. Les bras et les jambes brûlaient. A la fin il ne restait plus rien qu'un tronc noir long de 75 centimètres, qui ressemblait à une souche devenue charbon de bois.

La panique s'empara de la foule. De l'eau ! — une seule chose, de l'eau ! Tout le reste était indifférent. L'eau, la bonne eau fraîche devait sauver de cette fournaise. Tout le monde sautait dans le fleuve, un petit nombre savait nager. Ils ne réfléchissaient pas qu'il y avait deux mètres et demi de profondeur. Une seule pensée les occupait : l'eau, l'eau qui pouvait les sauver de la soif, les protéger du feu.

Ils se noyèrent tous, l'un après l'autre. Même celui qui savait nager était étroitement enlacé par ceux qui se noyaient et avec eux entraîné au fond. Les bords étaient couverts d'algues et de mousses, les mains glissaient. Ceux qui voulaient ressortir étaient à nouveau plongés dans l'eau par les survivants qui arrivaient. Ils retombaient vers une mort certaine.

∴

La tactique de l'attaque contre Dresde est claire. Le premier assaut avait pour but de transformer Dresde en une mer de

flammes. D'innombrables bombes incendiaires et bombonnes de phosphore furent jetées. Le second barra les issues à ceux qui fuyaient. Seules des bombes explosives de tous calibres furent employées. Le troisième visa les survivants et ceux qui se trouvaient sur les routes dans les campagnes environnantes. On le voit un magnifique plan tactique et militaire !

La différence entre les attaques aériennes sur d'autres villes et celles sur Dresde est la suivante : même aux plus fortes attaques sur Hambourg, Berlin ou d'autres grandes villes, il n'y eut que certains quartiers visés, Dresde au contraire fut anéantie en une nuit.

Un journal suisse estime le nombre des victimes à 100.000.

Les tramways n'unissent plus que les faubourgs. Il n'y a plus d'arrêts dans le centre.

Dresde est devenue une ville en anneau.

(*Traduit de Axel Rodenberger, par Bernard Vorge*).

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)

N° d'impression : 782. Dépôt légal : 3e trimestre 1957.

nnes
ceux
ibres
x qui
ron-
re !
villes
rtes
s, il
fut

.000.
'y a

e).

007.